

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de Madame Carinne Lenoir (DéFI) : travaux dans la rue des Pêcheries #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins  
Chers Collègues,

Fin août Vivaqua annonçait son chantier de la rue des Pêcheries à partir du 5 septembre 2022.

Vivaqua a distribué deux courriers aux habitants du quartier selon que l'on habite à Auderghem ou à Watermael-Boitsfort. L'un nous parle d'un chantier de 60 semaines sur Auderghem et l'autre de 20 semaines sur Watermael-Boitsfort ce qui a créé une certaine incompréhension auprès des citoyens.

Tout chantier entraîne des embarras de circulation et des reports de charge dans le quartier des pêcheries qui est déjà saturé chaque jour aux heures de pointe à cause de la fermeture du pont Fraiteur. Pouvez-vous nous dire où en sont nos précédentes interpellations pour demander la réouverture du pont Fraiteur ?

Pouvez-vous nous donner des informations sur la nature des travaux, les aménagements prévus, le budget consacré et l'impact que ce chantier aura pour les citoyens ainsi que sa durée ?

Lors des travaux certains dispositifs (bac fleur, casse vitesse) seront modifiés. Quel sont aménagements prévus pour améliorer la situation existante ?

Quelles sont les déviations mises en place ? Est-ce que les habitants continueront d'avoir accès à leurs habitations ou leurs garages en voiture tout au long du chantier ? Est-ce que les services sociaux d'aide à domicile y auront aussi accès ?

Est-ce que la commune ou Vivaqua va transmettre un document plus détaillé concernant les fermetures de tronçon pour que les citoyens puissent s'organiser au niveau de la mobilité interne du quartier ?

Je vous remercie.

Carinne Lenoir  
Conseillère communale

**• Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin**

Mesdames les conseillères,

Le 5 septembre dernier a démarré un très vaste chantier d'une durée de 60 semaines dans la rue des Pêcheries.

Je tiens tout d'abord à rappeler que ce chantier est plus qu'indispensable étant donné l'état du réseau d'égouttage, sous une voirie fragilisée, interdite aux plus de 3,5 T où seuls les bus ont gardé leur droit de passage. Il est long, car il faut refaire la fondation de la voirie, rénover l'égout principal, tous les raccordements individuels, tout le réseau de distribution, l'éclairage public et les trottoirs... J'ajoute que ce chantier a également fait l'objet d'une concertation étroite avec l'ensemble des riverains comme pour tous les projets d'aménagement de l'espace public.

Le budget consacré à ce projet s'élève à près de 1 million d'euros.

Pendant toute la durée du chantier, la rue sera fermée à la circulation. Les riverains pourront bien entendu accéder à leur domicile et à leur garage. L'accès au restaurant de la rue est également garanti. En ce qui concerne plus particulièrement la fermeture des accès aux garages pendant 4 jours, nous avons été comme les riverains mis sur le fait accompli par Vivaqua. Nous les avons donc directement interpellés pour que les garages soient le plus rapidement à nouveau accessibles et que cette situation ne se reproduise plus à l'avenir. Ce qui a été fait. Vivaqua nous précise également que si de nouvelles fermetures des entrées de garages devaient se produire, celles-ci seront temporaires le temps de juste creuser et reboucher les tranchées. Des plaques métalliques seront utilisées pour garantir l'accès.

La fermeture physique de la zone de travail est demandée par Vivaqua pour des raisons évidentes de sécurité dans l'emprise du chantier. La fermeture est aussi indispensable, car VIVAQUA pose ses conduites en voirie par manque de place en trottoir et que la circulation routière entrera inévitablement en conflit avec les machines circulant sur chantier ainsi que les camions amenés à stationner en double file pour un temps limité afin d'assurer le chargement et déchargement de matériaux. Nous n'avions donc pas d'autres choix que de totalement fermer la rue.

Pour les autres usagers voulant emprunter la rue des Pêcheries, une déviation a été mise en place accompagnée d'une signalisation. Celle-ci fait passer le flux de trafic par l'avenue de Beaulieu et l'avenue Michiels. Nous avons demandé à VIVAQUA de prévoir une signalisation le plus en amont possible du chantier pour orienter le plus tôt possible les flux de voitures vers de plus grosses artères et éviter le quartier résidentiel des Pêcheries.

Vous vous en doutez, un tel chantier se prépare des mois à l'avance. Nous discutons ainsi des parcours de déviations depuis plusieurs mois. C'est lors de ces travaux préparatoires que la Bourgmestre et moi-même avons interpellé une nouvelle fois la Ministre bruxelloise de la Mobilité afin qu'elle prenne la décision de rouvrir le pont Fraiteur dans les deux sens de circulation. Je ne reviendrai pas sur le fond du dossier que nous avons déjà pu évoquer à de nombreuses reprises lors de différents conseils communaux et pour lequel nous ne notons aucune évolution en termes de mobilité sur le terrain. Mais, il nous est apparu impératif de rouvrir le pont afin d'éviter la congestion liée aux déviations dans des rues de quartier encore plus petites que la rue des Pêcheries. Je précise qu'il ne s'agit pas d'une demande pour flatter les automobilistes. Nous ne cessons de recevoir des mails de cyclistes, de piétons, de riverains qui ne se sentent absolument plus en sécurité dans la Rue des Pêcheries, car ils sont pris au piège dans les embouteillages d'une voirie qui n'est pas adaptée à accueillir un tel flux. Nous aurions pu tenter d'éviter cela si la décision de mise à sens unique du pont Fraiteur avait été concertée et étudiée en amont. Malheureusement, l'esprit de co-construction de Good Move semble bien loin. De plus, la commune ne dispose pas d'autres moyens de recours que ceux déjà utilisés.

Après plusieurs relances, nous avons enfin eu une réponse de la part du cabinet de la Ministre seulement quelques jours avant le début du chantier en indiquant que vu qu'une déviation était en place, via des rues de quartiers et non des grands axes, je le précise, notre demande pour le pont Fraiteur était sans fondement. Les déviations prévues ne changent strictement rien à la problématique de la réouverture du pont Fraiteur. Tout ce que cela va engendrer, c'est transférer un flux d'usagers d'une rue vers d'autres rues de quartier qui ne sont pas adaptées à recevoir un tel trafic. Notre demande de réouverture du pont Fraiteur reste donc pleinement d'actualité.

J'ajoute également qu'après plus de 9 mois d'attente depuis la première réunion suite à nos interpellations sur la situation de la rue des Pêcheries, nous avons enfin été conviés par la Région à la réunion de démarrage de l'étude de mobilité. Nous ne sommes plus qu'en attente de la date précise...

Nous avons également interpellé la Région afin d'adapter les phases de feux au niveau du carrefour Michiels-Beaulieu afin de fluidifier le trafic dans la déviation. Cette demande n'est toujours pas entendue malheureusement. Nous avons aussi demandé la fermeture de la bretelle de sortie d'autoroute à Michiels afin d'empêcher les automobilistes de réaliser un demi-tour dangereux et interdit pour couper les bouchons dans

le quartier. Là aussi, la demande reste encore sans réponse à la Région.

En ce qui concerne les futurs aménagements de la voirie, je ne peux pas encore m'avancer sur le type d'aménagements de minimales importances qui seraient prévus. Des discussions avec la commune de Watermael-Boitsfort, les riverains et les services de police sont nécessaires.

Enfin, les riverains seront bien évidemment informés à chaque nouvelle étape du chantier ainsi que lors de toutes modifications éventuelles en matière de mobilité qui seraient décidées.

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI) : wegwerkzaamheden in Visserijstraat #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,  
mevrouw de burgemeester,  
dames en heren,  
beste collega's,

Eind augustus kondigde Vivaqua zijn bouwwerf in de Visserijstraat aan die op 5 september 2022 van start gaat.

Vivaqua heeft twee brieven verspreid onder de inwoners van de wijk, naargelang ze in Oudergem of in Watermaal-Bosvoorde wonen. De ene heeft het over een bouwwerf van 60 weken in Oudergem en de andere over een bouwwerf van 20 weken in Watermaal-Bosvoorde, wat bij de burgers tot een zeker onbegrip heeft geleid.

Alle bouwwerkzaamheden veroorzaken verkeersproblemen en verplaatsingen van ladingen in de visserijzone, die door de sluiting van de Fraiteurbrug elke dag tijdens de spits al verzadigd is. Kunt u ons vertellen wat de status is van onze eerdere verzoeken om de Fraiteurbrug te heropenen?

Kunt u ons informatie geven over de aard van de werkzaamheden, de geplande verbeteringen, het toegewezen budget en de gevolgen die deze werkzaamheden voor de burgers zullen hebben, alsmede over de duur ervan?

Tijdens de werkzaamheden zullen sommige inrichtingen (bloembakken, snelheidsbakken) worden aangepast. Welke maatregelen zijn gepland om de bestaande situatie te verbeteren?

Welke omleidingen komen er? Blijven de bewoners tijdens de bouwperiode met de auto bij hun woning of garage? Krijgen de sociale diensten voor thuiszorg ook toegang? Zal de gemeente of Vivaqua een meer gedetailleerd document over de sluiting van de trajecten ter beschikking stellen zodat de burgers hun interne mobiliteit in de wijk kunnen organiseren?

Bedankt.

Carinne Lenoir  
Gemeenteraadslid

**• Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Dames raadsleden,

Op 5 september begon een groot bouwproject van 60 weken in de Visserijstraat.

Allereerst wil ik u eraan herinneren dat deze werkzaamheden meer dan noodzakelijk zijn gezien de toestand van de riolering, onder een verzwakte weg, verboden voor voertuigen van meer dan 3,5 ton, waar alleen bussen nog voorrang hebben. Het is een lang project, want de wegfundering moet opnieuw worden aangelegd, het hoofdriool gerenoveerd, alle individuele aansluitingen, het hele distributienetwerk, de openbare verlichting en de trottoirs... Overigens is over dit project ook nauw overleg gepleegd met alle omwonenden, zoals bij alle projecten voor de inrichting van de openbare ruimte.

Het budget voor dit project bedraagt bijna 1 miljoen euro.

De straat zal voor de duur van de werkzaamheden voor het verkeer worden afgesloten. Bewoners zullen natuurlijk toegang hebben tot hun huizen en garages. De toegang tot het restaurant op straat is ook gegarandeerd. Met betrekking tot de sluiting van de toegang tot de garages gedurende 4 dagen werden wij, evenals de omwonenden, door Vivaqua voor een voldongen feit gesteld. Wij hebben hen dan ook rechtstreeks verzocht ervoor te zorgen dat de garages zo snel mogelijk weer toegankelijk zouden zijn en dat deze situatie zich in de toekomst niet meer zou voordoen. Dit is gebeurd. Vivaqua heeft ons ook uitgelegd dat als de ingangen van de garage weer gesloten zouden worden, dit tijdelijk zou zijn terwijl de sleuven worden gegraven en opgevuld. Er zullen metalen platen worden gebruikt om de toegang te garanderen.

De fysieke afsluiting van het werkterrein wordt door Vivaqua gevraagd om evidente veiligheidsredenen binnen de bouwplaats. De afsluiting is ook noodzakelijk omdat VIVAQUA haar buizen op de weg legt bij gebrek aan ruimte op het trottoir en het wegverkeer onvermijdelijk in conflict komt met de machines die op het terrein rondrijden en met de vrachtwagens die gedurende een beperkte tijd dubbel moeten parkeren om het laden en lossen van het materiaal mogelijk te maken. We hadden dus geen andere keuze dan de straat volledig af te sluiten.

Voor andere weggebruikers die de Visserijstraat willen gebruiken, is een omleiding ingesteld met borden. Hierdoor zal de verkeersstroom via de Beaulieu laan en de Michielslaan lopen. Wij hebben VIVAQUA gevraagd zo ver mogelijk voor de bouwplaats borden te plaatsen om de stroom auto's zo snel mogelijk naar grotere wegen te leiden en de woonwijk Les Pêcheries te vermijden.

U kunt zich voorstellen dat een dergelijk project maanden van tevoren wordt voorbereid. We praten al maanden over de routes van de omleidingen. Het was tijdens deze voorbereidende werkzaamheden dat de burgemeester en ik de Brusselse minister van Mobiliteit opnieuw hebben verzocht het besluit te nemen om de Fraiteurbrug in beide richtingen te heropenen. Ik zal niet terugkomen op de kern van de zaak, die we al vele malen in verschillende gemeenteraden hebben besproken en waarbij we geen vooruitgang hebben geconstateerd in termen van mobiliteit op het terrein. Wij vonden het echter noodzakelijk de brug te heropenen om de opstoppingen in verband met omleidingen in nog kleinere buurtstraten dan de Visserijstraat te vermijden. Ik wil duidelijk maken dat dit geen verzoek is om de automobilisten te paaien. Wij ontvangen voortdurend e-mails van fietsers, voetgangers en bewoners die zich niet langer veilig voelen in de Visserijstraat, omdat zij vastzitten in de files van een weg die niet is aangepast aan een dergelijke stroom. We hadden kunnen proberen dit te voorkomen als het besluit om van de Fraiteurbrug een eenrichtingsweg te maken vooraf was besproken en bestudeerd. Helaas lijkt de geest van co-constructie van Good Move ver te zoeken. Bovendien heeft de gemeente geen andere rechtsmiddelen dan die welke reeds zijn aangewend.

Na verschillende aanmaningen ontvingen wij uiteindelijk enkele dagen voor het begin van de werkzaamheden een antwoord van het kabinet van de minister, dat ons verzoek om de Fraiteurbrug ongegrond was omdat er een omleiding was, via buurtstraten en niet via grote wegen. De geplande omleidingen veranderen niets aan het probleem van de heropening van de Fraiteurbrug. Het enige wat dit zal doen is een gebruikersstroom overbrengen van de ene straat naar andere buurtstraten die niet zijn aangepast om dergelijk verkeer te ontvangen. Ons verzoek tot heropening van de Fraiteurbrug blijft dus volledig relevant.

Ik wil hier nog aan toevoegen dat wij, na meer dan 9 maanden wachten sinds de eerste vergadering naar aanleiding van onze vragen over de situatie van de Visserijstraat, eindelijk door het Gewest zijn uitgenodigd voor de vergadering om de mobiliteitsstudie te starten. We wachten nu alleen nog op de precieze datum...

Wij hebben het Gewest ook gevraagd de fasen van de verkeerslichten op het kruispunt Michiels-Beaulieu aan te passen om het verkeer op de ringweg vlotter te laten verlopen. Helaas is aan dit verzoek nog niet voldaan. We hebben ook gevraagd om de afrit van de snelweg bij Michiels te sluiten om te voorkomen dat automobilisten een gevaarlijke en verboden U-bocht maken om de files in de buurt te doorbreken. Ook hier

heeft de regio nog niet gereageerd op ons verzoek.

Wat de toekomstige wegverbeteringen betreft, kan ik nog niet zeggen welk soort kleine verbeteringen gepland zijn. Besprekingen met de gemeente Watermaal-Bosvoorde, de omwonenden en de politie zijn noodzakelijk.

Ten slotte zullen de omwonenden uiteraard bij elke nieuwe fase van het project worden geïnformeerd, alsook over eventuele wijzigingen in de mobiliteitsvoorwaarden waartoe wordt besloten.

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos de la demande de réouverture du Pont Fraiteur #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers Collègues,

La rue des Pêcheries est actuellement en chantier de longue durée (60 semaines). Notre échevin de la Mobilité a demandé la réouverture du Pont Fraiteur dans le sens Plaine-Cimetière d'Ixelles, mais il s'est vu opposer une fin de non-recevoir, tant de part de la Région bruxelloise que de la commune d'Ixelles.

Une position qui n'est pas très « fair-play » de la part de la Région (ni de la commune, d'ailleurs), dans la mesure où, si les travaux de la rue des Pêcheries risquent de percoler dans les rues avoisinantes, c'est précisément parce que, depuis la fermeture du Pont Fraiteur, cette rue étroite et résidentielle est devenue une voie de pénétration dans Bruxelles au sortir de la E411, ce qui n'est certainement pas sa vocation. Les automobilistes se répandent dans les petites rues à partir de Demey, précisément parce qu'ils savent que s'ils continuent vers Delta, qu'ils ne pourront pas passer au fameux Pont Fraiteur.

Il nous semble que, quand les autorités régionales prennent une décision pour « apaiser » un quartier, elles devraient avoir en tête de ne pas reporter le problème ailleurs, dans d'autres communes.

La mobilité bruxelloise vaut bien une vision d'ensemble.

Nos questions sont les suivantes :

A propos du pont Fraiteur

- Quelles sont les possibilités de recours vis-à-vis de la Région par rapport à sa réponse relative au Pont Fraiteur ?
- Comment la situation évolue-t-elle en termes de mobilité depuis la fermeture de la rue des Pêcheries ?
- Un plan de déviation vers les grands axes a-t-il été, comme annoncé par la ministre (La DH, 31 août 2022), mis en place ? Si oui, donne-t-il des résultats ?

A propos de la rue des Pêcheries

- Comment la communication s'organise-t-elle entre les impétrants et la commune, afin d'informer au mieux les riverains ? En effet, les inquiétudes des habitants des immeubles avec parking se sont finalement révélées justifiées. Alors que l'accès aux parking leur était garanti sauf exception dûment annoncée, il était la semaine dernière impossible de sortir des garages pendant 4 jours. Les impétrants, en l'occurrence VIVAQUA, n'ont prévenu les personnes habitant le quartier que l'avant-veille au soir, via les boîtes aux lettres.

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

### • Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin

Mesdames les conseillères,

Le 5 septembre dernier a démarré un très vaste chantier d'une durée de 60 semaines dans la rue des Pêcheries.

Je tiens tout d'abord à rappeler que ce chantier est plus qu'indispensable étant donné l'état du réseau d'égouttage, sous une voirie fragilisée, interdite aux plus de 3,5 T où seuls les bus ont gardé leur droit de passage. Il est long, car il faut refaire la fondation de la voirie, rénover l'égout principal, tous les raccordements individuels, tout le réseau de distribution, l'éclairage public et les trottoirs... J'ajoute que ce chantier a également fait l'objet d'une concertation étroite avec l'ensemble des riverains comme pour tous les projets d'aménagement de l'espace public.

Le budget consacré à ce projet s'élève à près de 1 million d'euros.

Pendant toute la durée du chantier, la rue sera fermée à la circulation. Les riverains pourront bien entendu accéder à leur domicile et à leur garage. L'accès au restaurant de la rue est également garanti. En ce qui concerne plus particulièrement la fermeture des accès aux garages pendant 4 jours, nous avons été comme les riverains mis sur le fait accompli par Vivaqua. Nous les avons donc directement interpellés pour que les garages soient le plus rapidement à nouveau accessibles et que cette situation ne se reproduise plus à l'avenir. Ce qui a été fait. Vivaqua nous précise également que si de nouvelles fermetures des entrées de garages devaient se produire, celles-ci seront temporaires le temps de juste creuser et reboucher les tranchées. Des plaques métalliques seront utilisées pour garantir l'accès.

La fermeture physique de la zone de travail est demandée par Vivaqua pour des raisons évidentes de sécurité dans l'emprise du chantier. La fermeture est aussi indispensable, car VIVAQUA pose ses conduites en voirie par manque de place en trottoir et que la circulation routière entrera inévitablement en conflit avec les machines circulant sur chantier ainsi que les camions amenés à stationner en double file pour un temps limité afin d'assurer le chargement et déchargement de matériaux. Nous n'avons donc pas d'autres choix que de totalement fermer la rue.

Pour les autres usagers voulant emprunter la rue des Pêcheries, une déviation a été mise en place accompagnée d'une signalisation. Celle-ci fait passer le flux de trafic par l'avenue de Beaulieu et l'avenue Michiels. Nous avons demandé à VIVAQUA de prévoir une signalisation le plus en amont possible du chantier pour orienter le plus tôt possible les flux de voitures vers de plus grosses artères et éviter le quartier résidentiel des Pêcheries.

Vous vous en doutez, un tel chantier se prépare des mois à l'avance. Nous discutons ainsi des parcours de déviations depuis plusieurs mois. C'est lors de ces travaux préparatoires que la Bourgmestre et moi-même avons interpellé une nouvelle fois la Ministre bruxelloise de la Mobilité afin qu'elle prenne la décision de rouvrir le pont Fraiteur dans les deux sens de circulation. Je ne reviendrai pas sur le fond du dossier que nous avons déjà pu évoquer à de nombreuses reprises lors de différents conseils communaux et pour lequel nous ne notons aucune évolution en termes de mobilité sur le terrain. Mais, il nous est apparu impératif de rouvrir le pont afin d'éviter la congestion liée aux déviations dans des rues de quartier encore plus petites que la rue des Pêcheries. Je précise qu'il ne s'agit pas d'une demande pour flatter les automobilistes. Nous ne cessons de recevoir des mails de cyclistes, de piétons, de riverains qui ne se sentent absolument plus en sécurité dans la Rue des Pêcheries, car ils sont pris au piège dans les embouteillages d'une voirie qui n'est pas adaptée à accueillir un tel flux. Nous aurions pu tenter d'éviter cela si la décision de mise à sens unique du pont Fraiteur avait été concertée et étudiée en amont. Malheureusement, l'esprit de co-construction de Good Move semble bien loin. De plus, la commune ne dispose pas d'autres moyens de recours que ceux déjà



utilisés.

Après plusieurs relances, nous avons enfin eu une réponse de la part du cabinet de la Ministre seulement quelques jours avant le début du chantier en indiquant que vu qu'une déviation était en place, via des rues de quartiers et non des grands axes, je le précise, notre demande pour le pont Fraiteur était sans fondement. Les déviations prévues ne changent strictement rien à la problématique de la réouverture du pont Fraiteur. Tout ce que cela va engendrer, c'est transférer un flux d'usagers d'une rue vers d'autres rues de quartier qui ne sont pas adaptées à recevoir un tel trafic. Notre demande de réouverture du pont Fraiteur reste donc pleinement d'actualité.

J'ajoute également qu'après plus de 9 mois d'attente depuis la première réunion suite à nos interpellations sur la situation de la rue des Pêcheries, nous avons enfin été conviés par la Région à la réunion de démarrage de l'étude de mobilité. Nous ne sommes plus qu'en attente de la date précise...

Nous avons également interpellé la Région afin d'adapter les phases de feux au niveau du carrefour Michiels-Beaulieu afin de fluidifier le trafic dans la déviation. Cette demande n'est toujours pas entendue malheureusement. Nous avons aussi demandé la fermeture de la bretelle de sortie d'autoroute à Michiels afin d'empêcher les automobilistes de réaliser un demi-tour dangereux et interdit pour couper les bouchons dans le quartier. Là aussi, la demande reste encore sans réponse à la Région.

En ce qui concerne les futurs aménagements de la voirie, je ne peux pas encore m'avancer sur le type d'aménagements de minimales importances qui seraient prévus. Des discussions avec la commune de Watermael-Boitsfort, les riverains et les services de police sont nécessaires.

Enfin, les riverains seront bien évidemment informés à chaque nouvelle étape du chantier ainsi que lors de toutes modifications éventuelles en matière de mobilité qui seraient décidées.

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondeling vraag van mevrouw Martine Maelschalck en mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over het verzoek tot heropening van de Pont Fraiteur #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,  
Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad,  
Beste collega's,

Aan de Visserijstraat wordt momenteel hard gewerkt (60 weken). Onze schepenen van Mobiliteit heeft om de heropening van de Fraiteurbrug richting Elsene gevraagd, maar hij is door zowel het Brussels Gewest als de gemeente Elsene geweigerd.

Dit is geen erg "eerlijk" standpunt van het Gewest (of van de gemeente trouwens), want als de werkzaamheden in de Visserijstraat dreigen door te sijpelen naar de aangrenzende straten, dan is dat omdat deze smalle woonstraat sinds de sluiting van de Pont Fraiteur een doorgangsweg naar Brussel is geworden op weg naar de E411, wat zeker niet de bedoeling is. De automobilisten stromen vanuit Demey de kleine straatjes in, juist omdat ze weten dat ze de beroemde Pont Fraiteur niet kunnen passeren als ze doorrijden richting Delta.

Het lijkt ons dat wanneer de regionale autoriteiten een besluit nemen om een wijk te "kalmeren", zij er rekening mee moeten houden dat het probleem niet naar elders, naar andere gemeenten, wordt verplaatst.

Mobiliteit in Brussel is een overzicht waard.

Onze vragen luiden als volgt:

Over de Fraiteurbrug

- Wat zijn de beroepsmogelijkheden jegens het Gewest met betrekking tot zijn reactie op de Fraiteurbrug?
- Hoe evolueert de situatie op het gebied van mobiliteit sinds de sluiting van de Visserijstraat?
- Is er een omleidingsplan naar de hoofdwegen opgesteld, zoals aangekondigd door de minister (La DH, 31 augustus 2022)? Zo ja, levert het resultaten op?

Over de Visserijstraat

- Hoe is de communicatie georganiseerd tussen de ontwikkelaars en de gemeente, om de bewoners

beter te informeren? De bezorgdheid van de bewoners van gebouwen met parkeerplaatsen is uiteindelijk terecht gebleken. Terwijl de toegang tot de parkeerplaatsen gegarandeerd was, behalve in het geval van naar behoren aangekondigde uitzonderingen, was het vorige week 4 dagen lang onmogelijk om de garages te verlaten. De aannemers, in dit geval VIVAQUA, hebben de bewoners van de wijk pas de avond tevoren via brievenbussen geïnformeerd.

Wij danken u voor uw steun.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

• **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen**

Dames raadsleden,

Op 5 september begon een groot bouwproject van 60 weken in de Visserijstraat.

Allereerst wil ik u eraan herinneren dat deze werkzaamheden meer dan noodzakelijk zijn gezien de toestand van het rioleringsnet, onder een verzwakte weg, verboden voor voertuigen van meer dan 3,5 ton, waar alleen bussen nog voorrang hebben. Het is een lang project, want de wegfundering moet opnieuw worden aangelegd, het hoofdriool gerenoveerd, alle individuele aansluitingen, het hele distributienetwerk, de openbare verlichting en de trottoirs... Overigens is over dit project ook nauw overleg gepleegd met alle omwonenden, zoals bij alle projecten voor de inrichting van de openbare ruimte.

Het budget voor dit project bedraagt bijna 1 miljoen euro.

De straat zal voor de duur van de werkzaamheden voor het verkeer worden afgesloten. Bewoners zullen natuurlijk toegang hebben tot hun huizen en garages. De toegang tot het restaurant op straat is ook gegarandeerd. Met betrekking tot de sluiting van de toegang tot de garages gedurende 4 dagen werden wij, evenals de omwonenden, door Vivaqua voor een voldongen feit gesteld. Wij hebben hen dan ook rechtstreeks verzocht ervoor te zorgen dat de garages zo snel mogelijk weer toegankelijk zouden zijn en dat deze situatie zich in de toekomst niet meer zou voordoen. Dit is gebeurd. Vivaqua heeft ons ook uitgelegd dat als de ingangen van de garage weer gesloten zouden worden, dit tijdelijk zou zijn terwijl de sleuven worden gegraven en opgevuld. Er zullen metalen platen worden gebruikt om de toegang te garanderen.

De fysieke afsluiting van het werkterrein wordt door Vivaqua gevraagd om evidente veiligheidsredenen binnen de bouwplaats. De afsluiting is ook noodzakelijk omdat VIVAQUA haar buizen op de weg legt bij gebrek aan ruimte op het trottoir, en het wegverkeer onvermijdelijk in conflict komt met de machines die op het terrein circuleren, alsook met de vrachtwagens die gedurende een beperkte tijd dubbel moeten parkeren om het laden en lossen van het materiaal mogelijk te maken. We hadden dus geen andere keuze dan de straat volledig af te sluiten.

Voor andere weggebruikers die de Visserijstraat willen gebruiken, is een omleiding ingesteld met borden. Hierdoor zal de verkeersstroom via de Beaulieuilaan en de Michielslaan lopen. Wij hebben VIVAQUA gevraagd zo ver mogelijk voor de bouwplaats borden te plaatsen om de stroom auto's zo snel mogelijk naar grotere wegen te leiden en de woonwijk Les Pêcheries te vermijden.

U kunt zich voorstellen dat een dergelijk project maanden van tevoren wordt voorbereid. We praten al maanden over de routes van de omleidingen. Het was tijdens deze voorbereidende werkzaamheden dat de burgemeester en ik de Brusselse minister van Mobiliteit opnieuw hebben verzocht het besluit te nemen om de Fraiteurbrug in beide richtingen te heropenen. Ik zal niet terugkomen op de kern van de zaak, die we al vaak hebben besproken in verschillende gemeenteraden en waarbij we geen vooruitgang hebben geconstateerd wat betreft de mobiliteit op het terrein. Wij vonden het echter noodzakelijk de brug te heropenen om de opstoppingen in verband met omleidingen in nog kleinere buurtstraten dan de Visserijstraat te vermijden. Ik wil duidelijk maken dat dit geen verzoek is om de automobilisten te paaien. Wij ontvangen voortdurend e-mails van fietsers, voetgangers en bewoners die zich niet langer veilig voelen in de Visserijstraat, omdat zij vastzitten in de files van een weg die niet is aangepast aan een dergelijke stroom. We hadden kunnen proberen dit te voorkomen als het besluit om van de Fraiteurbrug een eenrichtingsweg te maken vooraf was besproken en bestudeerd. Helaas lijkt de geest van co-constructie van Good Move ver te zoeken. Bovendien heeft de gemeente geen andere rechtsmiddelen dan die welke reeds zijn aangewend.

Na verschillende aanmaningen ontvingen wij uiteindelijk enkele dagen voor het begin van de werkzaamheden een antwoord van het kabinet van de minister, dat ons verzoek om de Fraiteurbrug ongegrond was omdat er een omleiding was, via buurtstraten en niet via grote wegen. De geplande omleidingen veranderen niets aan het probleem van de heropening van de Fraiteurbrug. Het enige wat dit zal

doen is een gebruikersstroom overbrengen van de ene straat naar andere buurtstraten die niet zijn aangepast om dergelijk verkeer te ontvangen. Ons verzoek tot heropening van de Fraiteurbrug blijft dus volledig relevant.

Ik zou hieraan willen toevoegen dat wij, na meer dan 9 maanden wachten sinds de eerste vergadering naar aanleiding van onze vragen over de situatie van de Visserijstraat, eindelijk door het Gewest zijn uitgenodigd voor de vergadering om de mobiliteitsstudie te lanceren. We wachten nu alleen nog op de precieze datum...

Wij hebben het Gewest ook gevraagd de fasen van de verkeerslichten op het kruispunt Michiels-Beaulieu aan te passen om het verkeer op de ringweg vlotter te laten verlopen. Helaas is aan dit verzoek nog niet voldaan. We hebben ook gevraagd om de afrit van de snelweg bij Michiels te sluiten om te voorkomen dat automobilisten een gevaarlijke en verboden U-bocht maken om de files in de buurt te doorbreken. Ook hier heeft de regio nog niet gereageerd op ons verzoek.

Wat de toekomstige wegverbeteringen betreft, kan ik nog niet zeggen wat voor kleine verbeteringen zijn gepland. Besprekingen met de gemeente Watermaal-Bosvoorde, de omwonenden en de politie zijn noodzakelijk.

Ten slotte zullen de omwonenden uiteraard bij elke nieuwe fase van het project worden geïnformeerd, alsook over eventuele wijzigingen in de mobiliteitsvoorwaarden waartoe wordt besloten.

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de Madame Vincianne Lerate (DéFI): la crise énergétique et le pouvoir d'achat #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers collègues,

La folle envolée des prix de l'énergie marque sans conteste le pouvoir d'achat des citoyens. En effet, après plus de six mois de guerre en Ukraine, les prix de l'énergie s'envolent à des niveaux stratosphériques, faisant craindre une explosion du coût de la vie l'hiver prochain.

Comme l'a reconnu, fin août, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen : « *La flambée des prix de l'électricité montre clairement les limites du fonctionnement actuel du marché* » « *C'est pourquoi nous travaillons en ce moment à une intervention d'urgence et à une réforme structurelle du marché* »,

En Belgique, le Premier ministre Alexander De Croo a joint sa voix à ces appels pour protéger les citoyens et les entreprises : « *nous devons intervenir en fixant un prix maximum que nous sommes prêts à payer* ». Le Premier ministre a comparé la crise de l'énergie à celle financière de 2008 et a organisé la tenue d'un comité de concertation à la rentrée politique.

L'énergie est donc au coeur des discours politiques. Le gouvernement fédéral, les gouvernements des Communautés et Régions examinent la façon dont ils peuvent travailler ensemble pour protéger au mieux les ménages face à cette crise et aux difficultés qui s'annoncent. A ce jour, la TVA à 6%, le tarif social élargi, et le systèmes de chèques mazout semblent des mécanismes garantis. Néanmoins, la question des mesures de soutien est indissociable de celle du pouvoir d'achat et donc d'une réflexion sur la fiscalité.

Bien que cette thématique revêt principalement un caractère international, européen et national, les citoyens auderghemois seront également touchés par ce cataclysme énergétique.

Mes questions sont donc les suivantes :

1. Dans le cadre des compétences communales, dans quelle mesure anticipez-vous le phénomène ?
2. Quelle aide peut être envisagée pour soutenir les citoyens qui ne pourront faire face à leur facture énergétique ?
3. Quelles mesures sont prises pour que des réponses soient apportées aux citoyens ? Envisagez-vous d'ouvrir un numéro vert d'information pour suppléer à l'offre des fournisseurs d'énergie qui sont

débordés et se limitent dès lors à la production d'accusé de réception lorsqu'une demande concrète est introduite ?

Je vous remercie.  
Vincianne LERATE

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Mesdames les conseillères,

Je vous remercie pour votre question.

Pour la question énergie je rappellerai en introduction que nous faisons déjà beaucoup pour le pouvoir d'achat des auderghemois : liste non exhaustive ...

- les auderghemois paient les impôts les plus bas en économisant 900 euros chaque année par rapport aux autres communes
- pas de zones de stationnement payantes
- suppression de la taxe terrasse et de la taxe trottoirs
- exonération taxe enseigne pour les 9 premiers m2
- garderies au prix plancher de 1,3 euros par famille et par jour et stages à 50 euros par semaine repas et collations compris
- etc ...

• **Réponse de Monsieur Michel Blampain, Échevin**

Dans le contexte actuel ; conditions d'approvisionnement en gaz, le prix de l'énergie en forte hausse, etc ; en parallèle avec la circulaire du 7 septembre 2022 relative à la sobriété énergétique des pouvoirs publics de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune a créer un groupe de travail « Economie d'énergie ».

Ce groupe de travail a été mis en place afin de réaliser un screening des consommations énergétiques et proposer des mesures correctrices pouvant être rapidement mises en œuvre.

Ce GT répond au devoir d'exemplarité que les pouvoirs publics régionaux et locaux doivent montrer dans leurs bâtiments. De plus, vu les recommandations pour les responsables de la gestion des bâtiments publics non résidentiels, une série de mesures ont été proposées par le GT et validées par le collège :

Outre un programme d'investissements massif dans les isolations de toiture, panneaux solaires, renouvellement de châssis, etc... que nous avons déjà initié, et que nous continuerons l'année prochaine, nous avons prévu diverses mesures rapides :

Il s'agit principalement de :

- Prendre des mesures afin de limiter et contrôler ses consommations énergétiques ;
- Prendre acte du compte-rendu de la réunion GT - Economie d'énergie du 6 septembre 2022 ;
- Réaliser un guide des bonnes pratiques pour sensibiliser les utilisateurs des bâtiments communaux sur leur consommation énergétique ;
- Prendre une série de mesures pour les bâtiments communaux :

De manière générale il est prévu de :

- Nettoyer les radiateurs ;
- Enlever ce qui est stocké devant ou sur les radiateurs ;
- Fixer la température générale de chauffage des bâtiments à :
  - • 19° C maximum en période d'occupation ;
  - • 16°C durant la nuit ou lorsque la durée d'inoccupation est égale ou supérieure à 24h et inférieure à 48h ;

- • 8°C lorsque la durée d'inoccupation est égale ou supérieure à 48h sauf s'il y a un risque avéré d'apparition de condensation superficielle sur les parois les plus froides.
- Eteindre/débrancher les appareils électroniques et lorsque cela est possible, placer des multiprises munies d'un interrupteur ;
- Mutualiser les appareils ménagers (cafetières, frigo, etc...) ;
- Interdire les chauffages/radiateurs électriques et inviter les gens à apporter un plaid, une couverture ou un gros pull.
- Bloquer les radiateurs afin de garantir le respect de la température maximale de 19°C
- Adapter les plages horaires des chaudières aux heures d'occupation effective des bâtiments

De manière particulière sont ciblées : les écoles, les crèches, la maison communale, le centre sportif Willegem, le stade, le rouge-cloître, la maison des jeunes, le cimetière et le plan vert.

En ce qui concerne l'éclairage public et les illuminations de fin d'année un accord est intervenu hier en conférence des Bourgmestres et a abouti sur 3 principales mesures :

Premièrement, harmoniser l'éclairage public sur les 19 communes et éteindre 30 minutes plus tôt l'éclairage en voirie. Ensuite, permettre à chaque commune de découpler l'éclairage des bâtiments publics pour permettre d'éteindre certains éclairages. Enfin, réduire la période des illuminations de Noël (du 8 décembre au 8 janvier) et réduire les plages horaires de ces illuminations, soit éteindre ces lumières à 23h00, sauf lors d'événements ponctuels comme lors des Plaisirs d'hiver.

Par ailleurs en ce qui concerne les illuminations, et dans le cadre de la crise énergétique actuelle, la Conférence des Bourgmestres a décidé ce 28/09 d'appliquer les mesures suivantes :

- Modifications des heures d'allumage et d'extinction de l'éclairage public : extinction de l'éclairage public 30 min plus tôt le matin et ne pas modifier l'allumage de l'éclairage le soir ;
- Augmenter le dimming sur les luminaires télécontrôlés : réduire de 20% sur les éclairages à 100% et réduire de 10% sur les autres plages ;
- Modifier les heures de fonctionnement des illuminations de fin d'année de la manière suivante : Période : du 8/12/2022 au 08/01/2023, de 17h à 23h ;

À l'exception de l'éclairage des Plaisirs d'Hiver et des festivités ou marchés de Noël particuliers (à noter que dans ce cas, pour les communes qui n'ont pas la main sur le déclenchement de leur éclairage, il faudra que l'évènement dispose d'un éclairage découplé de l'éclairage public).

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Michel BLAMPAIN

### • Réponse de monsieur Jean-Claude Vitoux, Président du CPAS

Bonsoir Mesdames les conseillères,

Je vous remercie pour votre question.

Comme vous le savez, la Commune, par le biais du CPAS, intervient déjà dans le cadre d'informations et d'interventions administratives et financières pour les bénéficiaires du Revenu d'intégration social (négociation de plan de paiement, accès au statut de client protégé, etc.).

Lors de la crise COVID, tous les habitants ont pu compter sur l'aide de la commune. Aujourd'hui, avec la crise énergétique, nos concitoyens pourront à nouveau compter sur le soutien de la commune d'Auderghem et du CPAS si nécessaire.

Nous mettons en place différentes actions concrètes :

1. Avec le réseau Éco-conso, nous invitons les habitants à une série d'infos-sessions pour permettre d'optimiser sa consommation d'énergie. (les trucs et astuces pour consommer moins, les petits travaux faciles à réaliser pour réduire sa facture, bien utiliser les comparateurs officiels, etc.). Des sessions auront lieu en octobre, novembre et décembre.
2. Dès le mois d'octobre, un guichet pop-up « Energie » sera ouvert à la Maison communale en collaboration avec le CPAS d'Auderghem et avec le soutien de la Commission Communautaire

Commune. Lors des permanences, des agents y accueilleront nos concitoyens pour analyser chaque situation et les conseiller en toute confidentialité. (Comprendre sa situation de consommation, orientation vers les comparateurs officiels et orientation vers les services du CPAS si nécessaire)

3. Le numéro vert communal 0800/35.179 sera disponible pour répondre aux questions du lundi au vendredi entre 9 et 16h.

Les infos-sessions et les permanences « Energie » feront l'objet d'un agenda et seront communiquées, sur le site de la commune et celui du CPAS ainsi que dans le journal communal.

Pour réserver, il faudra prendre rendez-vous soit

- via le site [www.auderghem.be/popup-energie](http://www.auderghem.be/popup-energie)
- via le numéro 0800/ 35 179.

Je terminerai en signalant qu'une permanence « info » sera également mise à place sur les sites « Paepedelle », « Idiers » et « Reine Fabiola » afin de rencontrer les questions des agents communaux qui seraient, eux aussi en difficulté.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Vincianne Lerate (DéFI): Energiecrisis en koopkracht**  
#

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,  
Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad,  
Beste collega's,

De stijgende energieprijzen beïnvloeden duidelijk de koopkracht van de mensen. Na meer dan zes maanden oorlog in Oekraïne stijgen de energieprijzen tot stratosferische hoogte, waardoor de vrees ontstaat dat de kosten van levensonderhoud de komende winter explosief zullen stijgen.

Zoals de voorzitter van de Europese Commissie, Ursula von der Leyen, eind augustus erkende: "*De stijging van de elektriciteitsprijzen toont duidelijk de grenzen aan van de huidige werking van de markt*" "*Daarom werken wij momenteel aan een noodmaatregel en een structurele hervorming van de markt*",

In België sloot Premier Alexander De Croo zich aan bij deze oproepen om burgers en bedrijven te beschermen: "*We moeten ingrijpen door een maximumprijs vast te stellen die we bereid zijn te betalen*". De premier vergeleek de energiecrisis met de financiële crisis van 2008 en organiseerde aan het begin van het politieke jaar een overlegcomité.

Energie staat dus centraal in het politieke discours. De federale regering en de regeringen van de gemeenschappen en gewesten onderzoeken hoe ze kunnen samenwerken om de gezinnen zo goed mogelijk te beschermen tegen deze crisis en de moeilijkheden die nog komen. Tot dusver lijken de 6% BTW, het uitgebreide sociale tarief en het systeem van brandstofbonnen gegarandeerde mechanismen te zijn. De kwestie van de steunmaatregelen is echter onlosmakelijk verbonden met die van de koopkracht en dus met een bezinning op de belastingheffing.

Hoewel deze kwestie vooral van internationale, Europese en nationale aard is, zullen ook de burgers van Oudergem door deze energieramp worden getroffen.

Mijn vragen zijn daarom als volgt:

1. In hoeverre anticipeert u in het kader van de gemeentelijke bevoegdheden op dit verschijnsel?
2. Welke hulp kan worden overwogen voor burgers die hun energierekening niet kunnen betalen?
3. Welke maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat de burgers antwoorden krijgen? Bent u van plan een informatielijn te openen als aanvulling op het aanbod van energieleveranciers die overstelpt zijn en zich daarom beperken tot het produceren van een ontvangstbevestiging bij een

concreet verzoek?

Bedankt.

Vincianne LERATE

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester**

Dames raadsleden,

Dank u voor uw vraag.

Wat de energievraag betreft, herinner ik u eraan dat we al veel doen voor de koopkracht van de mensen in de Auvergne: een niet-limitatieve lijst...

- de inwoners van audergemois betalen de laagste belastingen en besparen jaarlijks 900 euro in vergelijking met andere gemeenten
- geen zones met betaald parkeren
- afschaffing van de terrasbelasting en de trottoirbelasting
- vrijstelling van bordbelasting voor de eerste 9 m2
- 1,3 per gezin per dag en cursussen à 50 euro per week inclusief maaltijden en snacks
- enz...

• **Antwoord van de heer Michel Blampain, Schepen**

In de huidige context; gasvoorzieningsvoorwaarden, sterk stijgende energieprijzen, enz.; parallel met de omzendbrief van 7 september 2022 betreffende de energie soberheid van de openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, heeft de gemeente een werkgroep "Energiebesparing" opgericht.

Deze werkgroep werd opgericht om het energieverbruik door te lichten en corrigerende maatregelen voor te stellen die snel kunnen worden uitgevoerd.

Deze WG beantwoordt aan de voorbeeldfunctie die regionale en lokale overheden in hun gebouwen moeten uitoefenen. Gezien de aanbevelingen voor degenen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van niet-residentiële openbare gebouwen, is bovendien een reeks maatregelen voorgesteld door de werkgroep en gevalideerd door het college:

Naast een omvangrijk investeringsprogramma in dakisolatie, zonnepanelen, kozijnvernieuwing, enz., dat wij reeds in gang hebben gezet en volgend jaar zullen voortzetten, hebben wij een aantal snelle maatregelen gepland:

Dit zijn voornamelijk :

- Maatregelen nemen om het energieverbruik te beperken en te beheersen;
- Kennis te nemen van de notulen van de vergadering van de WG - Energiebesparing van 6 september 2022;
- Een gids voor goede praktijken opstellen om de gebruikers van gemeentelijke gebouwen bewuster te maken van het energieverbruik;
- Neem een reeks maatregelen voor gemeenschappelijke gebouwen:

In het algemeen is het de bedoeling :

- Radiatoren reinigen ;
- Verwijder wat voor of op de radiatoren is opgeslagen;
- Stel de algemene verwarmingstemperatuur van de gebouwen in op :
  - • 19° C maximaal tijdens de bezettingsperiode;
  - • 16°C gedurende de nacht of wanneer de duur van de leegstand 24 uur of meer en minder dan 48 uur bedraagt;

- • 8°C wanneer de periode van leegstand 48 uur of meer bedraagt, tenzij er een bewezen risico van oppervlaktecondensatie op de koudste muren bestaat.
- Schakel/ontkoppel elektronische apparaten en gebruik waar mogelijk stekkerdozen met schakelaars;
- Huishoudelijke apparaten delen (koffiezetapparaten, koelkasten, enz.);
- Verbied elektrische kachels/radiatoren en nodig mensen uit een deken of een dikke trui mee te nemen.
- Radiatoren blokkeren om ervoor te zorgen dat de maximale temperatuur van 19°C wordt gehandhaafd
- Aanpassing van de keteltijden aan de werkelijke bezettingstijden van de gebouwen

Het gaat met name om: scholen, crèches, het gemeenschapscentrum, het sportcentrum van Willegem, het stadion, het rode klooster, het jeugdcentrum, de begraafplaats en het groenplan.

Met betrekking tot de openbare verlichting en de eindejaarsverlichting is gisteren tijdens de conferentie van burgemeesters een akkoord bereikt dat resulteerde in 3 belangrijke maatregelen:

In de eerste plaats om de openbare verlichting in de 19 gemeenten te harmoniseren en de wegverlichting 30 minuten eerder uit te schakelen. Ten tweede om elke gemeente in staat te stellen de verlichting van openbare gebouwen te ontkoppelen om bepaalde lichten uit te schakelen. Ten slotte de periode voor kerstverlichting (van 8 december tot 8 januari) inkorten en de tijdstippen voor deze verlichting beperken, d.w.z. ze om 23.00 uur doven, behalve tijdens specifieke evenementen zoals het Winterpretfestival.

Voorts heeft de Conferentie van burgemeesters op 28/09 besloten om, wat de verlichting betreft en in de context van de huidige energiecrisis, de volgende maatregelen toe te passen:

- Wijziging van de tijden van het in- en uitschakelen van de openbare verlichting: het 30 minuten vroeger uitschakelen van de openbare verlichting 's morgens en het niet wijzigen van het inschakelen van de verlichting 's avonds;
- Meer dimmen bij op afstand bediende armaturen: 20% verminderen bij 100% verlichting en 10% verminderen bij andere bereiken;
- De openingstijden van de eindejaarsverlichting als volgt te wijzigen Periode: van 8/12/2022 tot 08/01/2023, van 17.00 tot 23.00 uur;

Met uitzondering van de verlichting voor de Winterpretdagen en speciale festiviteiten of kerstmarkten (merk op dat in dit geval, voor gemeenten die hun verlichting niet onder controle hebben, het evenement verlichting moet hebben die losgekoppeld is van de openbare verlichting).

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

Michel BLAMPAIN

#### • **Antwoord van de heer Jean-Claude Vitoux, voorzitter van het OCMW**

Goedenavond raadsleden,

Dank u voor uw vraag.

Zoals u weet, treedt de gemeente via het OCMW reeds op in het kader van de informatie en de administratieve en financiële tussenkomsten voor de begunstigen van het leefloon (onderhandeling over betalingsplannen, toegang tot het statuut van beschermde klant, enz.)

Tijdens de COVID-crisis konden alle inwoners rekenen op de steun van de gemeente. Nu, met de energiecrisis, kunnen onze burgers opnieuw rekenen op de steun van de gemeente Oudergem en het OCMW indien nodig.

Wij voeren diverse concrete acties uit:

1. Met het netwerk Eco-conso nodigen wij de inwoners uit voor een reeks infosessies om hun energieverbruik te optimaliseren. (tips en trucs om minder te verbruiken, kleine klusjes die gemakkelijk te doen zijn om de rekening te verlagen, gebruik van officiële vergelijkers, enz.) De sessies worden gehouden in oktober, november en december.
2. In samenwerking met het OCMW van Oudergem en met de steun van de Gemeentelijke Commissie

wordt vanaf oktober een pop-up loket "Energie" geopend in het gemeentehuis. Tijdens de openingsuren ontvangen agenten onze medeburgers om elke situatie te analyseren en hen in alle vertrouwelijkheid te adviseren. (Inzicht in de eigen verbruikssituatie, oriëntatie op officiële vergelijkingspunten en zo nodig oriëntatie op de diensten van het OCMW)

3. Het gemeentelijke gratis nummer 0800/35.179 zal beschikbaar zijn om vragen te beantwoorden van maandag tot en met vrijdag tussen 9.00 en 16.00 uur.

Voor de infosessies en bijeenkomsten "Energie" wordt een agenda opgesteld die op de website van de gemeente en het OCMW en in de gemeentekrant wordt gepubliceerd.

Om te reserveren, moet u een afspraak maken ofwel

- via [www.auderghem.be/popup-energie](http://www.auderghem.be/popup-energie)
- via het nummer 0800/35 179.

Tot slot wil ik erop wijzen dat er ook op de sites "Paepedelle", "Idiers" en "Reine Fabiola" een "info"-balie zal worden ingericht om vragen van gemeentewerkers te behandelen die ook in moeilijkheden kunnen verkeren.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos de la crise énergétique et économique #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers Collègues,

Depuis plusieurs mois, nous sommes durement touchés par une crise énergétique sans précédent. Celle-ci impacte économiquement, de plein fouet, une majorité de ménages, d'indépendants et d'entreprises en Belgique. Face à cette crise et aux difficultés qu'elle engendre, plusieurs mesures portant sur des changements structurels, des aides financières et des économies d'énergie ont déjà été prises et seront, nous l'espérons, encore prises dans notre pays, ce par l'ensemble des niveaux de pouvoir afin de tenter de limiter les effets catastrophiques de celles-ci.

Dans ce contexte, nos questions sont les suivantes :

Sur l'impact humain et les aides à apporter

- A Auderghem, dispose-t-on de premières données chiffrées récentes en terme d'impact pour les personnes les plus durement touchées (recours au CPAS, montants déjà engagés par la commune, par exemple) ?
- Dans le cadre des compétences communales, certes restreintes, quelles sont et seront les mesures d'aides à entreprendre afin de soutenir les habitantes et habitants, mais aussi les commerces, indépendants et entreprises de la commune ?
- De quelle manière comptez-vous communiquer efficacement vers les différents publics (songeons par exemple aux nombreuses personnes qui ne savent toujours pas qu'elles peuvent être soutenues par le CPAS) ?
- Face à ces dépenses supplémentaires et nécessaires, quelles sont les pistes envisagées par la communes, afin de dégager les fonds à y allouer dans les mois et années à venir ?

Sur les mesures d'économie d'énergie

- Quelles sont les initiatives prises ou à venir à Auderghem afin de limiter la consommation

énergétique dans ses infrastructures ? Dans ce contexte, quid, notamment, des décorations de Noël cette année ?

- Le niveau communal étant le plus proche du public et donc le plus à même à communiquer avec lui, des campagnes d'information et de sensibilisation à destination des citoyennes et citoyens ainsi que des acteurs du tissu économique auderghemois sont-elles prévues quant aux moyens d'économiser l'énergie ? Si oui, sous quelle forme ?
- En parallèle aux mesures régionales déjà existantes, la commune a-t-elle ou envisage-t-elle de mettre en place des incitants financiers ou autres pour soutenir les Auderghemoises et Auderghemois, mais aussi les entreprises et commerces de la commune qui souhaiteraient investir pour limiter leur consommation d'énergie, que ce soit via des travaux dans leur domicile ou un passage vers la mobilité douce, par exemple ? Si oui, lesquelles ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

#### • Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre

Mesdames les conseillères,

Je vous remercie pour votre question.

Pour la question énergie je rappellerai en introduction que nous faisons déjà beaucoup pour le pouvoir d'achat des auderghemois : liste non exhaustive ...

- les auderghemois paient les impôts les plus bas en économisant 900 euros chaque année par rapport aux autres communes
- pas de zones de stationnement payantes
- suppression de la taxe terrasse et de la taxe trottoirs
- exonération taxe enseigne pour les 9 premiers m2
- garderies au prix plancher de 1,3 euros par famille et par jour et stages à 50 euros par semaine repas et collations compris
- etc ...

#### • Réponse de Monsieur Michel Blampain, Échevin

Dans le contexte actuel ; conditions d'approvisionnement en gaz, le prix de l'énergie en forte hausse, etc ; en parallèle avec la circulaire du 7 septembre 2022 relative à la sobriété énergétique des pouvoirs publics de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune a créer un groupe de travail « Economie d'énergie ».

Ce groupe de travail a été mis en place afin de réaliser un screening des consommations énergétiques et proposer des mesures correctrices pouvant être rapidement mises en œuvre.

Ce GT répond au devoir d'exemplarité que les pouvoirs publics régionaux et locaux doivent montrer dans leurs bâtiments. De plus, vu les recommandations pour les responsables de la gestion des bâtiments publics non résidentiels, une série de mesures ont été proposées par le GT et validées par le collège :

Outre un programme d'investissements massif dans les isolations de toiture, panneaux solaires, renouvellement de châssis, etc... que nous avons déjà initié, et que nous continuerons l'année prochaine, nous avons prévu diverses mesures rapides :

Il s'agit principalement de :

- Prendre des mesures afin de limiter et contrôler ses consommations énergétiques ;
- Prendre acte du compte-rendu de la réunion GT - Economie d'énergie du 6 septembre 2022 ;
- Réaliser un guide des bonnes pratiques pour sensibiliser les utilisateurs des bâtiments communaux sur leur consommation énergétique ;
- Prendre une série de mesures pour les bâtiments communaux :

De manière générale il est prévu de :

- Nettoyer les radiateurs ;
- Enlever ce qui est stocké devant ou sur les radiateurs ;
- Fixer la température générale de chauffage des bâtiments à :
  - • 19° C maximum en période d'occupation ;
  - • 16°C durant la nuit ou lorsque la durée d'inoccupation est égale ou supérieure à 24h et inférieure à 48h ;
  - • 8°C lorsque la durée d'inoccupation est égale ou supérieure à 48h sauf s'il y a un risque avéré d'apparition de condensation superficielle sur les parois les plus froides.
- Eteindre/débrancher les appareils électroniques et lorsque cela est possible, placer des multiprises munies d'un interrupteur ;
- Mutualiser les appareils ménagers (cafetières, frigo, etc...) ;
- Interdire les chauffages/radiateurs électriques et inviter les gens à apporter un plaid, une couverture ou un gros pull.
- Bloquer les radiateurs afin de garantir le respect de la température maximale de 19°C
- Adapter les plages horaires des chaudières aux heures d'occupation effective des bâtiments

De manière particulière sont ciblées : les écoles, les crèches, la maison communale, le centre sportif Willegem, le stade, le rouge-cloître, la maison des jeunes, le cimetière et le plan vert.

En ce qui concerne l'éclairage public et les illuminations de fin d'année un accord est intervenu hier en conférence des Bourgmestres et a abouti sur 3 principales mesures :

Premièrement, harmoniser l'éclairage public sur les 19 communes et éteindre 30 minutes plus tôt l'éclairage en voirie. Ensuite, permettre à chaque commune de découpler l'éclairage des bâtiments publics pour permettre d'éteindre certains éclairages. Enfin, réduire la période des illuminations de Noël (du 8 décembre au 8 janvier) et réduire les plages horaires de ces illuminations, soit éteindre ces lumières à 23h00, sauf lors d'événements ponctuels comme lors des Plaisirs d'hiver.

Par ailleurs en ce qui concerne les illuminations, et dans le cadre de la crise énergétique actuelle, la Conférence des Bourgmestres a décidé ce 28/09 d'appliquer les mesures suivantes :

- Modifications des heures d'allumage et d'extinction de l'éclairage public : extinction de l'éclairage public 30 min plus tôt le matin et ne pas modifier l'allumage de l'éclairage le soir ;
- Augmenter le dimming sur les luminaires télécontrôlés : réduire de 20% sur les éclairages à 100% et réduire de 10% sur les autres plages ;
- Modifier les heures de fonctionnement des illuminations de fin d'année de la manière suivante :  
Période : du 8/12/2022 au 08/01/2023, de 17h à 23h ;

À l'exception de l'éclairage des Plaisirs d'Hiver et des festivités ou marchés de Noël particuliers (à noter que dans ce cas, pour les communes qui n'ont pas la main sur le déclenchement de leur éclairage, il faudra que l'évènement dispose d'un éclairage découpé de l'éclairage public).

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Michel BLAMPAIN

#### • Réponse de monsieur Jean-Claude Vitoux, Président du CPAS

Bonsoir Mesdames les conseillères,

Je vous remercie pour votre question.

Comme vous le savez, la Commune, par le biais du CPAS, intervient déjà dans le cadre d'informations et d'interventions administratives et financières pour les bénéficiaires du Revenu d'intégration social (négociation de plan de paiement, accès au statut de client protégé, etc.).

Lors de la crise COVID, tous les habitants ont pu compter sur l'aide de la commune. Aujourd'hui, avec la

crise énergétique, nos concitoyens pourront à nouveau compter sur le soutien de la commune d'Auderghem et du CPAS si nécessaire.

Nous mettons en place différentes actions concrètes :

1. Avec le réseau Éco-conso, nous invitons les habitants à une série d'infos-sessions pour permettre d'optimiser sa consommation d'énergie. (les trucs et astuces pour consommer moins, les petits travaux faciles à réaliser pour réduire sa facture, bien utiliser les comparateurs officiels, etc.). Des sessions auront lieu en octobre, novembre et décembre.
2. Dès le mois d'octobre, un guichet pop-up « Energie » sera ouvert à la Maison communale en collaboration avec le CPAS d'Auderghem et avec le soutien de la Commission Communautaire Commune. Lors des permanences, des agents y accueilleront nos concitoyens pour analyser chaque situation et les conseiller en toute confidentialité. (Comprendre sa situation de consommation, orientation vers les comparateurs officiels et orientation vers les services du CPAS si nécessaire)
3. Le numéro vert communal 0800/35.179 sera disponible pour répondre aux questions du lundi au vendredi entre 9 et 16h.

Les infos-sessions et les permanences « Energie » feront l'objet d'un agenda et seront communiquées, sur le site de la commune et celui du CPAS ainsi que dans le journal communal.

Pour réserver, il faudra prendre rendez-vous soit

- via le site [www.auderghem.be/popup-energie](http://www.auderghem.be/popup-energie)
- via le numéro 0800/ 35 179.

Je terminerai en signalant qu'une permanence « info » sera également mise à place sur les sites « Paepedelle », « Idiers » et « Reine Fabiola » afin de rencontrer les questions des agents communaux qui seraient, eux aussi en difficulté.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondeling vraag van mevrouw Martine Maelschalck en mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over de energie- en economische crisis #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,  
Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad,  
Beste collega's,

Sinds enkele maanden worden we hard getroffen door een ongekende energiecrisis. Deze crisis heeft grote economische gevolgen gehad voor de meeste huishoudens, zelfstandigen en bedrijven in België. Geconfronteerd met deze crisis en de moeilijkheden die zij heeft veroorzaakt, zijn reeds verschillende maatregelen met betrekking tot structurele veranderingen, financiële steun en energiebesparingen genomen en deze zullen, naar wij hopen, in ons land opnieuw worden genomen door alle machtsniveaus om te trachten de catastrofale gevolgen ervan te beperken.

In dit verband zijn onze vragen de volgende:

Over de menselijke gevolgen en de te verlenen bijstand

- Zijn er in Oudergem recente eerste cijfers beschikbaar over de gevolgen voor de zwaarst getroffen (beroep op het OCMW, reeds door de gemeente vastgelegde bedragen bijvoorbeeld)?
- Welke steunmaatregelen zijn en worden in het kader van de weliswaar beperkte bevoegdheden van de gemeente genomen om de inwoners, maar ook de winkels, zelfstandigen en bedrijven van de gemeente te ondersteunen?
- Hoe denkt u effectief te communiceren naar de verschillende doelgroepen (bv. de vele mensen die nog steeds niet weten dat ze door het OCMW kunnen worden ondersteund)?
- Welke wegen worden door de gemeenten overwogen om, geconfronteerd met deze bijkomende en noodzakelijke uitgaven, de middelen die in de komende maanden en jaren zullen worden toegekend, vrij te maken?

Over energiebesparende maatregelen

- Welke initiatieven werden of worden er in Oudergem genomen om het energieverbruik van de infrastructuur te beperken? Hoe zit het met de kerstversiering dit jaar?

- Aangezien het gemeentelijk niveau het dichtst bij de burgers staat en dus het meest met hen kan communiceren, zijn er voor de burgers en de economische actoren van Oudergem informatie- en bewustmakingscampagnes over energiebesparing gepland? Zo ja, in welke vorm?
- Heeft de gemeente, naast de bestaande gewestelijke maatregelen, financiële of andere stimulansen of overweegt zij deze in te voeren om de inwoners van Oudergem en de bedrijven en winkels in de gemeente te ondersteunen die willen investeren in de beperking van hun energieverbruik, bijvoorbeeld door werkzaamheden aan hun woning of door over te schakelen op zachte mobiliteit? Zo ja, welke?

Wij danken u voor uw steun.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester**

Dames raadsleden,

Dank u voor uw vraag.

Wat de energievraag betreft, herinner ik u eraan dat we al veel doen voor de koopkracht van de mensen in de Auvergne: een niet-limitatieve lijst...

- de inwoners van audergemois betalen de laagste belastingen en besparen jaarlijks 900 euro in vergelijking met andere gemeenten
- geen zones met betaald parkeren
- afschaffing van de terrasbelasting en de trottoirbelasting
- vrijstelling van bordbelasting voor de eerste 9 m<sup>2</sup>
- 1,3 per gezin per dag en cursussen à 50 euro per week inclusief maaltijden en snacks
- enz...

• **Antwoord van de heer Michel Blampain, Schepen**

In de huidige context; gasvoorzieningsvoorwaarden, sterk stijgende energieprijzen, enz.; parallel met de omzendbrief van 7 september 2022 betreffende de energie soberheid van de openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, heeft de gemeente een werkgroep "Energiebesparing" opgericht.

Deze werkgroep werd opgericht om het energieverbruik door te lichten en corrigerende maatregelen voor te stellen die snel kunnen worden uitgevoerd.

Deze WG beantwoordt aan de voorbeeldfunctie die regionale en lokale overheden in hun gebouwen moeten uitoefenen. Gezien de aanbevelingen voor degenen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van niet-residentiële openbare gebouwen, is bovendien een reeks maatregelen voorgesteld door de werkgroep en gevalideerd door het college:

Naast een omvangrijk investeringsprogramma in dakisolatie, zonnepanelen, kozijnvernieuwing, enz., dat wij reeds in gang hebben gezet en volgend jaar zullen voortzetten, hebben wij een aantal snelle maatregelen gepland:

Dit zijn voornamelijk :

- Maatregelen nemen om het energieverbruik te beperken en te beheersen;
- Kennis te nemen van de notulen van de vergadering van de WG - Energiebesparing van 6 september 2022;
- Een gids voor goede praktijken opstellen om de gebruikers van gemeentelijke gebouwen bewuster te maken van het energieverbruik;
- Neem een reeks maatregelen voor gemeenschappelijke gebouwen:

In het algemeen is het de bedoeling :

- Radiatoren reinigen ;

- Verwijder wat voor of op de radiatoren is opgeslagen;
- Stel de algemene verwarmingstemperatuur van de gebouwen in op :
  - • 19° C maximaal tijdens de bezettingsperiode;
  - • 16°C gedurende de nacht of wanneer de duur van de leegstand 24 uur of meer en minder dan 48 uur bedraagt;
  - • 8°C wanneer de periode van leegstand 48 uur of meer bedraagt, tenzij er een bewezen risico van oppervlaktecondensatie op de koudste muren bestaat.
- Schakel/ontkoppel elektronische apparaten en gebruik waar mogelijk stekkerdozen met schakelaars;
- Huishoudelijke apparaten delen (koffiezetapparaten, koelkasten, enz.);
- Verbied elektrische kachels/radiatoren en nodig mensen uit een deken of een dikke trui mee te nemen.
- Radiatoren blokkeren om ervoor te zorgen dat de maximale temperatuur van 19°C wordt gehandhaafd
- Aanpassing van de keteltijden aan de werkelijke bezettingstijden van de gebouwen

Het gaat met name om: scholen, crèches, het gemeenschapscentrum, het sportcentrum van Willegem, het stadion, het rode klooster, het jeugdcentrum, de begraafplaats en het groenplan.

Met betrekking tot de openbare verlichting en de eindejaarsverlichting is gisteren tijdens de conferentie van burgemeesters een akkoord bereikt dat heeft geleid tot 3 belangrijke maatregelen:

Ten eerste, harmonisatie van de openbare verlichting in de 19 gemeenten en 30 minuten vroeger uitschakelen van de wegverlichting. Ten tweede om elke gemeente in staat te stellen de verlichting van openbare gebouwen te ontkoppelen om bepaalde lichten uit te schakelen. Ten slotte de periode voor kerstverlichting (van 8 december tot 8 januari) inkorten en de tijdstippen voor deze verlichting beperken, d.w.z. ze om 23.00 uur doven, behalve tijdens specifieke evenementen zoals het Winterpretfestival.

Voorts heeft de Conferentie van burgemeesters op 28/09, wat de verlichting betreft en in het kader van de huidige energiecrisis, besloten de volgende maatregelen toe te passen:

- Wijziging van de tijden van het in- en uitschakelen van de openbare verlichting: het 30 minuten vroeger uitschakelen van de openbare verlichting 's morgens en het niet wijzigen van het inschakelen van de verlichting 's avonds;
- Meer dimmen bij op afstand bediende armaturen: 20% verminderen bij 100% verlichting en 10% verminderen bij andere bereiken;
- De openingstijden van de eindejaarsverlichting als volgt te wijzigen Periode: van 8/12/2022 tot 08/01/2023, van 17.00 tot 23.00 uur;

Met uitzondering van de verlichting voor de Winterpretdagen en speciale festiviteiten of kerstmarkten (merk op dat in dit geval, voor gemeenten die hun verlichting niet onder controle hebben, het evenement verlichting moet hebben die losgekoppeld is van de openbare verlichting).

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

Michel BLAMPAIN

#### • **Antwoord van de heer Jean-Claude Vitoux, voorzitter van het OCMW**

Goedenavond raadsleden,

Dank u voor uw vraag.

Zoals u weet, treedt de gemeente via het OCMW reeds op in het kader van de informatie en de administratieve en financiële tussenkomsten voor de begunstigen van het leefloon (onderhandeling over betalingsplannen, toegang tot het statuut van beschermde klant, enz.)

Tijdens de COVID-crisis konden alle inwoners rekenen op de steun van de gemeente. Nu, met de energiecrisis, kunnen onze burgers opnieuw rekenen op de steun van de gemeente Oudergem en het OCMW indien nodig.

Wij voeren verschillende concrete acties uit:

1. Met het netwerk Eco-conso nodigen wij de inwoners uit voor een reeks infosessies om hun energieverbruik te optimaliseren. (tips en trucs om minder te verbruiken, kleine klusjes die u gemakkelijk kunt doen om uw factuur te verlagen, gebruik van de officiële vergelijkeners, enz.) De sessies worden gehouden in oktober, november en december.
2. In samenwerking met het OCMW van Oudergem en met de steun van de Gemeentelijke Commissie wordt vanaf oktober een pop-up loket "Energie" geopend in het gemeentehuis. Tijdens de openingsuren ontvangen agenten onze medeburgers om elke situatie te analyseren en hen in alle vertrouwelijkheid te adviseren. (Inzicht in de eigen consumentensituatie, verwijzing naar officiële vergelijkingspunten en zo nodig doorverwijzing naar OCMW-diensten)
3. Het gemeentelijke gratis nummer 0800/35.179 zal beschikbaar zijn om vragen te beantwoorden van maandag tot en met vrijdag tussen 9.00 en 16.00 uur.

Voor de infosessies en bijeenkomsten "Energie" wordt een agenda opgesteld die op de website van de gemeente en het OCMW en in de gemeentekrant wordt gepubliceerd.

Om te reserveren, moet u een afspraak maken ofwel

- via [www.auderghem.be/popup-energie](http://www.auderghem.be/popup-energie)
- via het nummer 0800/35 179.

Tot slot wil ik erop wijzen dat er ook op de sites "Paepedelle", "Idiers" en "Reine Fabiola" een "info"-balie zal worden ingericht om vragen van gemeentewerkers te behandelen die ook in moeilijkheden kunnen verkeren.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyna, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de Madame Marie-Pierre Bauwens et de Monsieur Christian Grétry (ECOLO-GROEN) : Coupe du monde de football au Qatar #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins  
Chers Collègues,

Fan de foot ou pas, chacun sait qu'en novembre prochain se tiendra au Qatar la coupe du monde de football. Le choix de ce pays comme organisateur de la coupe du monde fait débat et depuis quelques semaines, de nombreuses voix s'élèvent pour un appel au boycott de cette manifestation, non pas, bien évidemment, pour des raisons sportives mais pour des raisons éthiques.

Tout d'abord, le Qatar est dénoncé pour son non-respect des droits humains, principalement des femmes et de la communauté LGBTQIA+.

De plus, depuis 2010, les droits de centaines de milliers de travailleurs migrants ont été bafoués alors qu'ils étaient employés à la construction de stades, d'hôtels, de transports et autres infrastructures destinés à accueillir la Coupe du monde 2022. Le quotidien britannique The Guardian rapportait en février 2022 le décès d'au moins 6500 travailleurs depuis 2010.

Ensuite, l'empreinte écologique de l'organisation de ce tournoi est également dénoncée.

Comme le tournoi se déroule à quelques dizaines de kilomètres du désert de Rub-al-Khali en Arabie saoudite, où la température peut atteindre 45°C en été, la compétition a été décalée en hiver, où il fait en moyenne 25°C. La température restant élevée, le Qatar a installé un système de climatisation très énergivore dans les stades.

A contrario, une diffusion publique en novembre chez nous nécessiterait probablement l'utilisation de chauffettes.

A l'heure où de nombreux foyers doivent faire face à la flambée historique des prix de l'énergie, cette débauche de consommation est d'autant plus interpellante.

Nos questions sont les suivantes :

- La commune prévoit-elle une diffusion publique de matchs des Diables Rouges lors de la coupe du monde 2022 ?
- En cas de non-diffusion, une sensibilisation du public sur les dérives de cette Coupe du monde est-

elle envisagée, via par exemple le site internet de la commune ?

Nous vous remercions pour votre attention.  
Marie-Pierre Bauwens et Christian Grétry  
Conseillère et Conseiller communaux Ecolo-Groen

• **Réponse de Madame Éloïse Defosset, Échevine**

Je vous remercie pour votre question même si nous connaissons déjà tous la réponse. Ce sujet a en effet fait la Une de l'actualité durant des semaines, ça l'est d'ailleurs, encore aujourd'hui.

Aucune commune bruxelloise ne diffusera sur écran géant les matchs du Mondial 2022.

Outre les risques liés à la météo, les coûts que l'organisation de tels événements représentent (+/- 30.000€ dans sa globalité) sans compter l'augmentation considérable des frais inhérente à la crise énergétique. Sans parler non plus du fait que nos communes voisines ont annoncé depuis bien longtemps qu'elles n'organiseront pas de diffusion et que du coup, le report des foules se ferait sur le territoire d'Auderghem... La problématique qui se pose est surtout et avant tout d'ordre éthique et environnementale. Nous n'allons pas refaire les débats ici ; j'ose espérer que l'on s'accorde tous sur le sujet.

La commune prend donc ses responsabilités et assume sa position : Auderghem ne diffusera pas les matchs sur écran géant.

En revanche, libres aux commerçants locaux de le faire ou pas au sein de leur établissement ; le Collège des Bourgmestre et Échevins ne peut se prononcer sur ce point.

En ce qui concerne la communication, pas de souci pour moi de communiquer les motifs déjà mis en avant dans bon nombre de médias.

J'en profiterai surtout pour annoncer que le budget prévu à l'extraordinaire sera réaffecté dans le sport, certainement pour des équipements sportifs pour les enfants et les jeunes auderghemois qui n'ont peut-être pas les moyens de s'équiper correctement : des maillots, des ballons, des chaussures, des sacs de sports... Je suis en train d'analyser là où le besoin est le plus criant. Ce qui est certain c'est que cette somme sera reversée à belle cause.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Pierre Bauwens en de heer Christian Grétry (ECOLO-GROEN): Wereldkampioenschap voetbal in Qatar #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,  
mevrouw de burgemeester,  
dames en heren,  
beste collega's,

Voetbalfans of niet, iedereen weet dat het wereldkampioenschap voetbal in november in Qatar wordt gehouden.

De keuze van dit land om het wereldkampioenschap voetbal te organiseren is onderwerp van debat geweest en sinds enkele weken gaan er vele stemmen op om dit evenement te boycotten, uiteraard niet om sportieve, maar om ethische redenen.

Allereerst is Qatar aan de kaak gesteld vanwege het gebrek aan respect voor de mensenrechten, met name voor vrouwen en de LGBTQIA+-gemeenschap.

Bovendien zijn sinds 2010 de rechten van honderdduizenden arbeidsmigranten geschonden toen zij werden ingezet voor de bouw van stadions, hotels, vervoer en andere infrastructuur voor het WK 2022. De krant The Guardian meldde in februari 2022 dat sinds 2010 ten minste 6.500 werknemers waren omgekomen.

Ten tweede wordt ook de ecologische voetafdruk van de organisatie van dit toernooi aan de kaak gesteld.

Aangezien het toernooi plaatsvindt op enkele tientallen kilometers van de Rub-al-Khali woestijn in Saoedi-Arabië, waar de temperatuur in de zomer kan oplopen tot 45°C, is de wedstrijd verplaatst naar de winter, waar het gemiddeld 25°C is. Omdat de temperatuur hoog blijft, heeft Qatar energie-intensieve airconditioning in de stadions geïnstalleerd.

Voor een openbare uitzending in november in ons land zouden daarentegen waarschijnlijk verwarmingstoestellen moeten worden gebruikt. In een tijd waarin veel huishoudens worden geconfronteerd met historisch hoge energieprijzen, is deze consumptiepiek des te verontrustender.

Onze vragen luiden als volgt:

- Plant de gemeente een publieke uitzending van wedstrijden van de Rode Duivels tijdens het WK 2022?
- Als het WK niet wordt uitgezonden, zijn er dan plannen om het publiek bewust te maken van de

uitwassen van het WK, bijvoorbeeld via de website van de gemeente?

Dank u voor uw aandacht.

Marie-Pierre Bauwens en Christian Grétry

Ecolo-Groen Raadslid

• **Antwoord van mevrouw Éloïse Defosset, loco-burgemeester**

Bedankt voor je vraag, ook al weten we allemaal het antwoord. Dit onderwerp is inderdaad wekenlang in het nieuws geweest, en is vandaag nog steeds in het nieuws.

Geen enkele Brusselse gemeente zal de wedstrijden van het WK 2022 uitzenden op een reuzenscherm.

Naast de risico's in verband met het weer zijn er de kosten die de organisatie van dergelijke evenementen met zich meebrengt (+/- 30.000€ in zijn geheel), zonder rekening te houden met de aanzienlijke kostenstijging die inherent is aan de energiecrisis. Om nog maar te zwijgen van het feit dat onze buurgemeenten allang hebben aangekondigd dat ze geen uitzendingen zullen organiseren en dat de drukte dus naar Oudergem zal worden overgebracht... Het probleem dat zich voordoet is vooral ethisch en ecologisch. We gaan de debatten hier niet herhalen; ik hoop dat we het er allemaal over eens zijn.

De gemeente neemt dus haar verantwoordelijkheid en neemt haar standpunt in: Oudergem zal de wedstrijden niet uitzenden op een reuzenscherm.

Anderzijds zijn de plaatselijke handelaren vrij om te beslissen of zij dit al dan niet in hun eigen vestigingen doen; het college van burgemeester en Schepens heeft hierover geen zeggenschap.

Wat de communicatie betreft, vind ik het niet erg om de redenen die al in vele media naar voren zijn gebracht, mee te delen.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om aan te kondigen dat het budget voor het buitengewone zal worden herbestemd voor sport, zeker voor sportmateriaal voor de kinderen en jongeren van Oudergem die misschien niet over de middelen beschikken om zich behoorlijk uit te rusten: truien, ballen, schoenen, sporttassen... Ik analyseer momenteel waar de behoefte het grootst is. Zeker is dat dit bedrag naar een goed doel gaat.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de Madame Christine Bogaert (DéFI) à propos des nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers Collègues,

Les exigences de DéFI pour réduire les nuisances aériennes générées par l'aéroport de Bruxelles-National ne datent pas d'hier. Cela fait des années, en effet, que DéFI relaie les préoccupations légitimes des riverains et habitants concernés, et mène des actions. En 1999 déjà, à l'initiative de Didier Gosuin, alors Ministre de l'Environnement, la Région bruxelloise se dote d'un arrêté pour faire respecter le droit de tous les Bruxellois au sommeil et à un environnement sain. L'« arrêté Gosuin », dont l'application a été confirmée par les plus hautes instances judiciaires belges et européennes, était né. Il représente à ce jour la seule arme juridique dont dispose la Région pour fixer les limites acceptables en termes de bruit.

Le 30 mars 2017, ce conseil communal avait adopté une motion à l'unanimité visant à pallier le problème des nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National tout en conciliant le développement économique de l'aéroport et qui rappelait nos différentes exigences dans ce dossier.

En mai dernier, mon collègue, Marc Vandame, vous interrogeait sur le lancement de la plateforme de concertation mise en place par le Ministre fédéral de la mobilité ainsi que sur la position du Collège sur la proposition de résolution portée par DéFI au Parlement fédéral.

Trois jugements favorables du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles du 19 juillet 2017, du 1er février 2019 et du 9 décembre 2020 ont condamnés l'État belge à communiquer à chacune des parties concernées, pour le 1er juin 2022 au plus tard, une étude d'incidences sur les nuisances sonores liées à l'aéroport de Bruxelles. Il me revient que le Gouvernement fédéral a communiqué cette étude aux communes, Régions wallonne et bruxelloise ainsi qu'aux associations de riverains.

Cependant, force est de constater que malheureusement rien ne semble vraiment évolué. Le survol intensif de la Région bruxelloise se poursuit et continue de provoquer des interrogations et des réactions négatives légitimes des habitants et des riverains.

Mes questions sont donc les suivantes :

- La commune d'Auderghem a-t-elle reçu cette étude d'incidence ?
- Si oui, quel est l'avis de la commune d'Auderghem sur celle-ci ? Si non, pourquoi ?

- Plus globalement, depuis le mois de mai 2022, la commune a-t-elle connaissance d'avancées dans le dossier du survol de Bruxelles ?

Je vous remercie.  
Christine Bogaert  
Conseillère communale

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre**

Madame la conseillère,

Depuis plusieurs mois, les habitants de la commune d'Auderghem subissent en effet une augmentation de l'intensité du survol aérien généré par les décollages et atterrissages depuis l'aéroport de Bruxelles-National. J'ai moi-même pu constater cette recrudescence alors que nous n'avons jamais été informés du moindre changement dans l'utilisation des pistes par l'aéroport.

Comme vous le dites très justement, trois jugements favorables du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles du 19 juillet 2017, du 1er février 2019 et du 9 décembre 2020 ont condamné l'État belge à communiquer à chacune des parties concernées, pour le 1er juin 2022 au plus tard, une étude d'incidences sur les nuisances sonores liées à l'aéroport de Bruxelles.

La commune d'Auderghem, partie prenante de ces trois actions en justice, a bien été invitée le 15 septembre dernier à la suite d'une réunion au Cabinet du Ministre bruxellois de l'Environnement à remettre un avis sur cette étude.

Chose faite ce mardi 20 septembre où la commune d'Auderghem a décidé de prendre acte de l'étude d'incidences relative à l'exploitation de l'aéroport et de ses différents scénarios tout en demandant d'étudier deux nouvelles variantes afin d'étudier l'impact d'une extension de la nuit de 22h à 7h du matin et d'un recul de la piste 25L de 1.800 mètres.

La commune d'Auderghem a également rappelé dans cet avis ses exigences auprès du Gouvernement fédéral. Auderghem demande ainsi :

- de confirmer de manière absolue le principe du non-survol des zones densément peuplées afin de respecter l'intérêt général, la santé publique et la sécurité des populations; et de considérer que tout le territoire de la Région bruxelloise, en ce compris la zone du Canal, est densément peuplé ;
- d'adopter les procédures et routes aériennes conformément au projet d'études d'incidences ;
- de veiller à éviter le survol des zones les plus densément peuplées ;
- de veiller au strict respect des normes de vent applicables sur les pistes 01-19, 07-25 et garantir la transparence totale à cet égard ;
- d'établir un cadastre dynamique de bruit englobant toutes les zones survolées ;
- de développer une stratégie aéroportuaire nationale en vue d'une meilleure répartition, vers les aéroports régionaux, des activités de fret et de charter/low cost ;
- d'instaurer une autorité publique, indépendante et neutre, de contrôle des nuisances sonores aériennes autour de Bruxelles-National, et favoriser les accords de coopération avec les différentes régions du pays ;
- de respecter l'arrêté bruit de la Région bruxelloise du 27 mai 1999, entré en vigueur le 1er janvier 2000, ainsi que toutes les décisions de justice exécutoires ;
- d'exiger que soit strictement sanctionné tout non-respect des routes aériennes ;
- d'étudier, en collaboration avec les autorités régionales compétentes et les associations représentatives, la mise en place d'un plan d'insonorisation globale des zones résiduellement

survolées.

Vous le voyez, la commune d'Auderghem est totalement investie, depuis plus de 20 ans dans ce dossier et nous continuerons à défendre les préoccupations légitimes des riverains impactés par le survol intensif de notre commune. Il est maintenant grand temps que le Gouvernement fédéral, qui est le seul à pouvoir déterminer les routes aériennes, respecte les différents jugements et trouve une solution pérenne pour définir les routes et les procédures de vol en évitant les zones densément peuplées.

Sophie DE VOS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Christine Bogaert (DéFI) over de hinder van overvliegende vliegtuigen rond de luchthaven Brussel-Nationaal #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad,  
Beste collega's,

De eisen van DéFI om de luchtvervuiling van Brussel-Nationaal te verminderen zijn niet nieuw. DéFI brengt al jaren de terechte bezorgdheid van de betrokken bewoners en inwoners over en onderneemt actie. Reeds in 1999 heeft het Brussels Gewest, op initiatief van Didier Gosuin, toenmalig minister van Leefmilieu, een decreet goedgekeurd om ervoor te zorgen dat het recht van alle Brusselaars op slaap en een gezond milieu wordt gerespecteerd. Het "Gosuin-decreet", waarvan de toepassing door de hoogste Belgische en Europese rechtbanken is bevestigd, was geboren. Tot op heden is dit het enige wettelijke wapen waarover de regio beschikt om aanvaardbare geluidsgrenswaarden vast te stellen.

Deze gemeenteraad heeft op 30 maart 2017 unaniem een motie aangenomen om het probleem van de overlast van overvliegende vliegtuigen rond de luchthaven Brussel-Nationaal te verlichten en tegelijk de economische ontwikkeling van de luchthaven te verzoenen en te herinneren aan onze verschillende eisen ter zake.

Mijn collega Marc Vandame heeft u in mei jongstleden een vraag gesteld over de lancering van het overlegplatform dat door de federale minister van Mobiliteit in het leven is geroepen en over het standpunt van het College over de ontwerp-resolutie die DéFI bij het federale parlement heeft ingediend.

Drie gunstige arresten van de Franstalige Rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 19 juli 2017, 1 februari 2019 en 9 december 2020 hebben de Belgische Staat gelast om uiterlijk op 1 juni 2022 aan elk van de betrokken partijen een impactstudie over de geluidshinder in verband met de luchthaven van Brussel mee te delen. Ik heb begrepen dat de federale regering deze studie heeft meegedeeld aan de gemeenten, het Waalse en het Brusselse Gewest en aan de bewonersverenigingen.

Het moet echter gezegd worden dat er helaas niets echt veranderd lijkt te zijn. Het intensieve overvliegen van het Brussels Gewest gaat door en blijft terechte vragen en negatieve reacties van inwoners en omwonenden oproepen.

Mijn vragen zijn daarom als volgt:

- Heeft de gemeente Oudergem deze impactstudie ontvangen?

- Zo ja, wat is de mening van de gemeente Oudergem hierover? Zo niet, waarom niet?
- Is de gemeente meer in het algemeen sinds mei 2022 op de hoogte van enige vooruitgang in de Brusselse overvliegproblematiek?

Bedankt.

Christine Bogaert  
Gemeenteraadslid

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester**

Raadslid,

Sinds enkele maanden worden de inwoners van Oudergem geconfronteerd met een toename van de intensiteit van de overvliegende vliegtuigen die opstijgen en landen vanaf Brussel-Nationaal. Ik heb deze toename zelf gezien, hoewel wij nooit op de hoogte zijn gesteld van een verandering in het gebruik van de start- en landingsbanen door de luchthaven.

Zoals u terecht opmerkt, hebben drie gunstige arresten van de Franstalige Rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 19 juli 2017, 1 februari 2019 en 9 december 2020 de Belgische Staat gelast om uiterlijk op 1 juni 2022 aan elk van de betrokken partijen een impactstudie over de geluidsoverlast in verband met de luchthaven van Brussel mee te delen.

De gemeente Oudergem, belanghebbende bij deze drie rechtszaken, werd op 15 september na een vergadering op het kabinet van de Brusselse minister van Leefmilieu uitgenodigd om een advies over deze studie in te dienen.

Dat gebeurde op dinsdag 20 september, toen de gemeente Oudergem besloot kennis te nemen van de impactstudie over de exploitatie van de luchthaven en de verschillende scenario's. Ze vroeg daarbij om twee nieuwe varianten te bestuderen om de impact te onderzoeken van de verlenging van de nachtelijke uren van 22 uur tot 7 uur en de verplaatsing van baan 25L naar achttienhonderd meter.

Ook de gemeente Oudergem herhaalt in dit bericht haar eisen aan de federale regering. Oudergem vraagt dus:

- het beginsel om niet over dichtbevolkte gebieden te vliegen absoluut te bevestigen met het oog op het algemeen belang, de volksgezondheid en de veiligheid van de bevolking; en ervan uit te gaan dat het gehele grondgebied van het Brusselse Gewest, met inbegrip van de Kanaalzone, dichtbevolkt is;
- de procedures en vliegroutes overeenkomstig de ontwerp-effectbeoordeling vast te stellen;
- ervoor te zorgen dat het overvliegen van de dichtstbevolkte gebieden wordt vermeden;
- de strikte naleving van de voor de banen 01-19, 07-25 geldende windnormen te waarborgen en volledige transparantie ter zake te garanderen;
- een dynamisch geluidsregister opstellen dat alle overvlogen gebieden bestrijkt;
- een nationale luchthavenstrategie ontwikkelen voor een betere spreiding van vracht en charter-/lage kostenactiviteiten over regionale luchthavens;
- een onafhankelijke en neutrale overheidsinstantie op te richten om het luchtverkeerslawaai rond Brussel-Nationaal te controleren en samenwerkingsakkoorden met de verschillende regio's van het land te bevorderen;
- het geluidsdecreet van het Brussels Gewest van 27 mei 1999, dat op 1 januari 2000 in werking is getreden, en alle uitvoerbare rechterlijke beslissingen na te leven;
- om strenge straffen te eisen voor het niet naleven van luchtroutes;

- in samenwerking met de bevoegde regionale autoriteiten en representatieve organisaties de uitvoering van een algemeen plan ter vermindering van de geluidsoverlast in overblijvende gebieden te bestuderen.

Zoals u ziet, is de gemeente Oudergem al meer dan 20 jaar volledig betrokken bij deze kwestie en wij zullen de legitieme bezorgdheid van de omwonenden die door het intensieve overvliegen van onze gemeente worden getroffen, blijven verdedigen. Het is nu de hoogste tijd dat de federale regering, die als enige bevoegd is om vliegroutes vast te stellen, de verschillende uitspraken respecteert en een permanente oplossing vindt om vliegroutes en procedures vast te stellen en daarbij dichtbevolkte gebieden te vermijden.  
Sophie DE VOS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de Monsieur Marc Vandame (DéFI) à propos de la mise en zone bleue de certaines rues Boitsfortoises contiguës à notre commune Auderghem #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins.  
Chers Collègues,  
Cher public,

Par voie de prospectus, Watermael-Boitsfort annonce le passage de 7 zones en zone bleue dont la zone 10 qui nous concerne directement. Cette modification impacte directement nos habitants. Il s'agit des rues et avenues, Pêcheries, Ablettes, Tanches, Barbeau, Gardon, Houlette, Gustave Demey et Guillaume Crock. Cela pourrait nous obliger à passer certaines rues en ZB dans l'intérêt du citoyen alors qu'ils ne sont pas demandeurs. Sachant qu'en plus, ce quartier est actuellement en rénovation complète, voiries, trottoirs, égouttage, distribution d'eau, de gaz, d'électricité et téléphone pour une durée estimée par étape, de plus d'un an.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Quels sont les contacts préalables qui ont été pris par Watermael-Boitsfort vers notre commune d'Auderghem ?
- Ne risque-t-on pas un afflux massif de véhicules sur nos rues avoisinantes si nous ne réagissons pas ?
- Est-ce que Watermael-Boitsfort a prévu un plan de réciprocité, et dans ce cas pour quelles rues ?
- La période d'avertissement sans redevance, d'une durée d'un mois, décidée par WB et qui est en cours depuis le 15 septembre, est-elle suffisante pour permettre aux riverains des 2 communes pour se mettre en ordre ?
- Était-ce bien le moment d'ajouter du stress et surtout des redevances éventuelles à nos concitoyens en cette période difficile pour tout un chacun ?

Je vous remercie pour vos réponses et réflexions.  
Marc Vandame

Conseiller communal

• **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois ; Échevin**

Monsieur le conseiller,

Il y a un peu moins de 2 semaines, la commune d'Auderghem a été informée par plusieurs riverains de l'avenue de la Héronnière sur la mise en zone bleue par Watermael-Boitsfort de leur rue. Cette mise en zone bleue n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable entre nos deux communes. Nous avons donc été mis devant le fait accompli par Watermael-Boitsfort.

Cependant, ayant appris le passage en zone bleue des avenues de la Héronnière, des Gerfauts, de la Houlette et de la rue des Pêcheries (côté Watermael-Boitsfort), nous avons directement pris contact avec eux afin de régler les modalités (placement cohérent de panneaux de signalisation, accord de réciprocité pour les riverains, augmentation du délai avant le début des verbalisations de WB...). J'ai également pris contact avec mon homologue pour lui demander des précisions et lui indiquer que ce genre de situation ne pouvait plus se reproduire à l'avenir.

Suite à la mise en zone bleue des rues sur Watermael-Boitsfort, nous n'avons pas d'autres solutions que de placer nos rues également en zone bleue afin de permettre aux habitants auderghemois de se stationner dans les zones bleues d'Auderghem, mais également pour pouvoir faire un accord de réciprocité avec Watermael-Boitsfort. Ainsi, les habitants des deux communes pourront se stationner tant sur Auderghem que sur Watermael-Boitsfort dans les limites prévues par l'accord de réciprocité (les rues avoisinantes).

Le passage en zone bleue de nos rues permet également d'éviter le report massif du stationnement, les automobilistes privilégiant les emplacements non réglementés.

Enfin, en ce qui concerne, les potentielles redevances délivrées par Watermael-Boitsfort depuis le 15 septembre, je tiens à vous rassurer ainsi que les riverains. J'ai personnellement demandé à mes homologues de ne pas verbaliser tant que nous n'avons pas permis à l'ensemble des riverains auderghemois concernés de pouvoir acquérir une carte de riverain. Depuis le 27 septembre, ils peuvent obtenir la carte de dérogation. Nous faisons le maximum pour que les riverains le désirant se mettent en ordre. Il se pourrait que la période de tolérance ne soit malheureusement pas suffisante. Nous ferons preuve de souplesse si les personnes concernées se mettent en ordre de carte de riverain. Nous appuierons pour que Watermael-Boitsfort fasse de même.

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Marc Vandame (DéFI) over de invoering van een blauwe zone in bepaalde straten in Watermaal-Bosvoorde grenzend aan onze gemeente Oudergem #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,  
Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad.  
Beste collega's,  
Beste publiek,

In een folder kondigt Watermaal-Bosvoorde de verandering van 7 zones naar blauwe zones aan, waaronder zone 10, die ons rechtstreeks aangaat. Deze verandering heeft directe gevolgen voor onze inwoners. Dit zijn de straten en lanen, Visserijstraat, Witvissenlaan, Tinklaan, Barbeellaan, Voornlaan, Herdersstaflaan, Gustave Demeylaan en Guillaume Crocklaan. Dit zou ons kunnen dwingen om in het belang van de burger bepaalde straten om te zetten in een ZB, ook al is er geen vraag naar. Bovendien wordt dit district momenteel volledig gerenoveerd, wegen, trottoirs, riolering, water, gas, elektriciteit en telefoondistributie voor een periode van naar schatting meer dan een jaar.

Mijn vragen zijn daarom als volgt:

- Welke voorafgaande contacten heeft Watermaal-Bosvoorde gelegd met onze gemeente Oudergem?
- Is er geen gevaar voor een massale toestroom van voertuigen in onze buurstraten als we niet reageren?
- Heeft Watermaal-Bosvoorde een wederkerigheidsplan, en zo ja, voor welke straten?
- Is de door het WB vastgestelde en sinds 15 september geldende waarschuwingsperiode van één maand zonder leges voldoende om de inwoners van de twee gemeenten in staat te stellen orde op zaken te stellen?
- Was dit het juiste moment om onze burgers extra stress en vooral mogelijke lasten op te leggen in deze voor iedereen moeilijke tijden?

Dank u voor uw antwoorden en gedachten.

Marc Vandame  
Gemeenteraadslid

**• Antwoord van de heer Matthieu Pillois; Schepen**

Raadslid,

Iets minder dan 2 weken geleden werd de gemeente Oudergem door verschillende bewoners van de Reigersboslaan op de hoogte gebracht van de invoering van een blauwe zone in hun straat door Watermaal-Bosvoorde. Over deze blauwe zone vond geen voorafgaand overleg plaats tussen onze twee gemeenten. We werden dus voor een voldongen feit gesteld door Watermaal-Bosvoorde.

Toen wij echter vernamen dat de lanen Reigersboslaan, Giervalkenlaan, Herdersstaflaan en de Visserijstraat (aan de kant van Watermaal-Bosvoorde) in blauwe zones waren veranderd, hebben wij rechtstreeks contact met hen opgenomen om de details te regelen (coherente plaatsing van de borden, wederkerigheidsovereenkomst voor de bewoners, verlenging van de termijn voordat de boetes van WB ingaan, enz.) Ik heb ook contact opgenomen met mijn tegenhanger om hem om opheldering te vragen en aan te geven dat dit soort situaties in de toekomst niet meer kunnen voorkomen.

Na de invoering van de blauwe zone in Watermaal-Bosvoorde hadden we geen andere oplossing dan onze straten in een blauwe zone te plaatsen, zodat de inwoners van Oudergem in de blauwe zones van Oudergem kunnen parkeren, maar ook om een wederkerigheidsovereenkomst te kunnen sluiten met Watermaal-Bosvoorde. Zo zullen de inwoners van beide gemeenten zowel in Oudergem als in Watermaal-Bosvoorde kunnen parkeren binnen de grenzen van de wederkerigheidsovereenkomst (de aangrenzende straten).

De invoering van een blauwe zone in onze straten voorkomt ook de massale verplaatsing van parkeerplaatsen, omdat automobilisten liever gebruik maken van ongeregelde plaatsen.

Ten slotte wil ik u en de bewoners geruststellen met betrekking tot de mogelijke heffingen die Watermaal-Bosvoorde sinds 15 september heeft uitgevaardigd. Ik heb mijn collega's persoonlijk gevraagd om geen boetes uit te delen zolang we niet alle betrokken inwoners van Oudergem in staat hebben gesteld om een bewonerskaart aan te schaffen. Sinds 27 september kunnen zij de vrijstellingskaart krijgen. We doen ons uiterste best om ervoor te zorgen dat de bewoners die dat willen hun zaakjes op orde krijgen. Helaas kan de tolerantieperiode ontoereikend zijn. We zijn flexibel als de betrokkenen hun oeverkaarten in orde maken. Wij zullen erop aandringen dat Watermaal-Bosvoorde hetzelfde doet.

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos du plan Good Move #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers Collègues,

Pour rappel, le plan Good Move est le plan régional de mobilité régionale couvrant la décennie 2020-2030. Celui-ci est censé améliorer le cadre de vie des Bruxelloises et Bruxellois dans les années à venir, en agissant de manière transversale, notamment, sur une modification des habitudes de déplacement, sur la mise en place de quartiers apaisés et d'axes structurants ou encore sur une meilleure organisation des transports en commun.

Parmi les cinquante quartiers apaisés que la Région compte mettre en œuvre, une dizaine d'entre eux a déjà été définie, dont l'un concerne directement Auderghem : le quartier apaisé du Chant d'Oiseau. A son sujet, la Région indique qu'il se situe actuellement en phase 1, à savoir celle du diagnostic.

Nos questions sont les suivantes :

- Dans cette première phase, mais également dans les suivantes, quels sont le rôle et la marge de manœuvre de la commune ?
- De quelle manière se déroule exactement cette phase de diagnostic ? Quel en est également le timing ?
- Au vu des récentes difficultés de mise en œuvre de ces premiers quartiers apaisés, quelle est la position actuelle du Collège communal d'Auderghem sur cette problématique, ce d'autant plus lorsque l'on sait qu'une partie de ces fameux axes structurants sont essentiellement résidentiels et impacteront dès lors de manière conséquente la vie de ses habitantes et habitants ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Pour rappel, le plan Good Move est le plan régional de mobilité régionale couvrant la décennie 2020-2030. Celui-ci est censé améliorer le cadre de vie des Bruxelloises et Bruxellois dans les années à venir, en agissant de manière transversale, notamment, sur une modification des habitudes de déplacement, sur la mise en place de quartiers apaisés et d'axes structurants ou encore sur une meilleure organisation des transports en commun.

Parmi les cinquante quartiers apaisés que la Région compte mettre en œuvre, une dizaine d'entre eux a déjà été définie, dont l'un concerne directement Auderghem : le quartier apaisé du Chant d'Oiseau. A son sujet, la Région indique qu'il se situe actuellement en phase 1, à savoir celle du diagnostic.

Nos questions sont les suivantes :

- Dans cette première phase, mais également dans les suivantes, quels sont le rôle et la marge de manœuvre de la commune ?
- De quelle manière se déroule exactement cette phase de diagnostic ? Quel en est également le timing ?
- Au vu des récentes difficultés de mise en œuvre de ces premiers quartiers apaisés, quelle est la position actuelle du Collège communal d'Auderghem sur cette problématique, ce d'autant plus lorsque l'on sait qu'une partie de ces fameux axes structurants sont essentiellement résidentiels et impacteront dès lors de manière conséquente la vie de ses habitantes et habitants ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois ; Échevin**

Madame la conseillère,

Comme vous le dites très justement, le plan Good Move est le Plan régional de Mobilité pour la Région de Bruxelles-Capitale, approuvé définitivement en 2020 par le Gouvernement bruxellois. Il définit les grandes orientations politiques dans le domaine de la mobilité. Good Move adopte une approche transversale de la mobilité et vise à améliorer le cadre de vie des habitants de la Région et à encourager chacun à faire évoluer ses habitudes de déplacements en fonction de ses besoins et de ses contraintes. Ce plan comprend une trentaine d'actions dans une série de domaines de la mobilité (transports en commun, institutionnel, fiscalité, etc..) dont une des actions est la création de créer cinquante quartiers à circulation apaisée (maille) à l'horizon 2030.

En 2020, les communes ont été invitées par la Région, via un appel à projets, à soumettre un projet de maille. Notre commune avait été interpellée par plusieurs riverains sur la forte circulation de transit dans le quartier du Chant d'Oiseau. La commune de Woluwe-Saint-Pierre avait également alerté sur ce point. Après concertation, nous avons donc décidé de soumettre conjointement un dossier de candidature pour ce quartier. Cette décision a été validée par le Collège en mars 2020.

Le 6 décembre 2021, les communes ayant remporté l'appel à projets ont été invitées à participer à une réunion kick-off visant à exposer le processus d'élaboration d'un Contrat Local de Mobilité (CLM) et d'en préciser le contenu. En février dernier, nous avons eu une première rencontre avec Bruxelles Mobilité pour partager nos expériences de terrain sur le quartier. Fin août, le bureau d'étude pour la maille Chant d'Oiseau a été attribué. La prochaine étape est une présentation conjointe aux deux collèges (Auderghem et Woluwe-Saint-Pierre) des enjeux du CLM. Cette présentation est actuellement prévue dans les prochaines semaines. Pourra ensuite démarrer la phase d'étude de mobilité.

Les communes sont donc associées depuis le début du processus et ce sont les communes qui prendront la décision finale de suivre totalement, partiellement ou pas du tout les conclusions de l'étude de mobilité et implémenter la maille. Par ailleurs, comme depuis le début de cette législature, un important travail de participation citoyenne sera mis en place pour la construction de la mise en œuvre de la maille. Nous ne l'implémenterons pas si nous n'avons pas une majorité des riverains du quartier qui la soutienne.

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondeling vraag van mevrouw Martine Maelschalck en mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over het Good Move plan #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,  
Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad,  
Beste collega's,

Ter herinnering: het Good Move-plan is het regionale mobiliteitsplan voor de periode 2020-2030. Het moet de levenskwaliteit van de Brusselaars in de komende jaren verbeteren door op transversale wijze in te werken op met name een verandering van de verplaatsingsgewoonten, de totstandbrenging van rustige wijken en structurerende assen of een betere organisatie van het openbaar vervoer.

Van de vijftig vredeswijken die het Gewest wil realiseren, zijn er al tien gedefinieerd, waarvan er één rechtstreeks betrekking heeft op Oudergem: de vredeswijk Vogelzang. Het Gewest geeft aan dat het zich momenteel in fase 1 bevindt, d.w.z. de diagnosefase.

Onze vragen luiden als volgt:

- Wat is in deze eerste fase, maar ook in de volgende, de rol en de speelruimte van de gemeente?
- Hoe vindt deze diagnostische fase precies plaats? En wat is de timing?
- Wat is het huidige standpunt van het college van Oudergem in deze kwestie, vooral omdat we weten dat sommige van deze beroemde structurerende assen in hoofdzaak woningen zijn en dus een aanzienlijke impact zullen hebben op het leven van de inwoners?

Wij danken u voor uw steun.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

**• Antwoord van de heer Matthieu Pillois; Schepen**

Raadslid,

Zoals u terecht opmerkt, is het plan Good Move het gewestelijk mobiliteitsplan voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat in 2020 definitief is goedgekeurd door de Brusselse regering. Het definieert de belangrijkste beleidslijnen op het gebied van mobiliteit. Good Move gaat uit van een transversale benadering

van mobiliteit en wil de leefomgeving van de inwoners van het Gewest verbeteren en iedereen ertoe aanzetten zijn verplaatsingsgewoonten aan te passen aan zijn behoeften en beperkingen. Dit plan omvat een dertigtal acties op verschillende gebieden van de mobiliteit (openbaar vervoer, instellingen, belastingen, enz.), waaronder de oprichting van vijftig verkeersluwe wijken tegen 2030.

In 2020 werden de gemeenten door het Gewest via een projectoproep uitgenodigd om een maaswerkproject in te dienen. Onze gemeente had vragen gekregen van verschillende buurtbewoners over het drukke transitverkeer in de wijk Vogelzang. Ook de gemeente Sint-Pieters-Woluwe had ons hierop geattendeerd. Na overleg hebben wij daarom besloten gezamenlijk een aanvraag voor dit district in te dienen. Dit besluit is in maart 2020 door het College bekrachtigd.

Op 6 december 2021 werden de gemeenten die de projectoproep hadden gewonnen, uitgenodigd om deel te nemen aan een startbijeenkomst om het proces voor het opstellen van een lokaal mobiliteitscontract (LMC) toe te lichten en de inhoud ervan te specificeren. In februari hadden we een eerste bijeenkomst met Brussel Mobiliteit om onze ervaringen op het terrein in de buurt te delen. Eind augustus werd het studiebureau voor het gebied Vogelzang toegewezen. De volgende stap is een gezamenlijke presentatie aan de twee colleges (Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe) van de uitdagingen van het CLM. Deze presentatie is momenteel gepland voor de komende weken. De fase van de mobiliteitsstudie kan dan beginnen.

De gemeenten zijn dus vanaf het begin bij het proces betrokken en het zijn de gemeenten die de uiteindelijke beslissing zullen nemen om de conclusies van de mobiliteitsstudie volledig, gedeeltelijk of helemaal niet te volgen en het netwerk uit te voeren. Voorts zal er, zoals sinds het begin van deze zittingsperiode het geval is geweest, een grote mate van burgerparticipatie zijn bij de aanleg en uitvoering van het netwerk. We zullen het niet uitvoeren als we niet de steun hebben van een meerderheid van de omwonenden.

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.09.22**

---

**#Objet : Question orale de mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos des distributeurs de billets #**

---

Séance publique

**Secrétariat**

Monsieur le Président,  
Madame la Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Chers Collègues,

Récemment, le distributeur de billets qui se trouvait dans la station de métro Demey a été supprimé. Nous ne pouvons que déplorer une nouvelle fois la disparition progressive des services bancaires de proximité, qui touche davantage les publics précarisés, âgés, souffrant de la fracture numérique et/ou ayant des difficultés à se déplacer.

Il y a six mois, notre Conseil a voté à l'unanimité une motion demandant « une accessibilité et une proximité pertinente » pour les distributeurs automatiques de billets dans la commune d'Auderghem. Mais force est de constater que le phénomène de fermetures ne ralentit pas.

A noter qu'en ce qui concerne le nombre d'agences bancaires, les chiffres sont encore plus interpellants que pour les ATM, et notre commune n'a pas été épargnée.

Nos questions sont les suivantes :

- Le Collège a-t-il reçu une réaction de la part des autorités fédérales et régionales et/ou de Febelfin en réponse à notre motion ?
- Comment le Collège entend-il continuer à sensibiliser à la question de la fracture bancaire ?
- Quand un distributeur est supprimé, la commune est-elle informée ? Ou, dans le cas présent, la Stib ? Celle-ci relaie-t-elle l'information ?
- Quelle est la marge de manœuvre de la commune pour demander le maintien d'un distributeur ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

- **Réponse de Madame Élise Willame, Échevine**

Bonsoir Mesdames les conseillères,



Je vous remercie pour votre question.

Vous me permettez de commencer cette réponse par une autre mauvaise nouvelle qui va concerner le quartier PINOY, la fermeture annoncée d'un nouveau distributeur situé sur la place même.

J'ai appris cette nouvelle via l'une des commerçantes de la place, je n'ai donc en rien été informée par la banque ni pas le propriétaire de la vitrine accueillant ce distributeur. La commune n'a pas ailleurs pas été informée de la fermeture des deux points de bancontact dans les stations Demey et Hermann Debroux.

Cette situation est évidemment catastrophique pour ce quartier commerçant, comme pour les autres. Cela place ces derniers dans une grande situation de vulnérabilité, après le COVID et maintenant la crise énergétique les frappant de plein fouet.

Lors de la précédente législature, Mme de Vos, alors échevine de l'économie locale avait aussi du faire face à la fermeture d'un distributeur dans le quartier Henrard. À l'époque, différents courriers officiels avaient été envoyés par Mme de Vos et Mr Gosuin. Malheureusement sans succès.

Suite à cette dernière nouvelle, j'ai immédiatement pris l'initiative de contacter l'agence bancaire qui occupe l'espace. Cette dernière m'a expliqué la stratégie poursuivie par tous les organismes bancaires, c'est-à-dire la fermeture progressive de tous les cashs points, remplacé à terme par des distributeurs « neutres » proposés par le consortium BATOPIN. La marge de manœuvre pour le maintenir l'ouverture d'un distributeur est donc assez réduite.

À l'époque du vote de la motion dont vous faites référence, j'ai contacté ce consortium pour connaître la stratégie de déploiement prévue pour notre commune. Je n'ai malheureusement jamais eu de réponse.

Face à cette nouvelle fermeture, j'ai recontacté BATOPIN et je peux déjà vous annoncer que Madame la bourgmestre et moi-même les rencontrerons le 3 octobre prochain. Notre demande sera bien entendu de maintenir une couverture homogène de ces distributeurs dans les différents quartiers commerçants.

Je vous remercie pour votre attention.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 24 octobre 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 29.09.22**

---

**#Onderwerp : Mondeling vraag van mevrouw Martine Maelschalck en mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over geldautomaten #**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

Mijnheer de Voorzitter,  
Mevrouw de burgemeester,  
Dames en heren van de Raad,  
Beste collega's,

Onlangs werd de geldautomaat in het Demey metrostation verwijderd. Wij betreuren eens te meer de geleidelijke verdwijning van lokale bankdiensten, die meer mensen treft in precaire situaties, ouderen, mensen met een digitale kloof en/of mensen die zich moeilijk kunnen verplaatsen.

Zes maanden geleden stemde onze Raad unaniem een motie die vroeg om "toegankelijkheid en nabijheid" van geldautomaten in de gemeente Oudergem. Het moet echter worden gezegd dat het verschijnsel van de sluitingen niet afneemt.

De cijfers van het aantal bankkantoren zijn nog opvallender dan die van de geldautomaten, en onze gemeente is niet gespaard gebleven.

Onze vragen luiden als volgt:

- Heeft het College een reactie ontvangen van de federale en regionale overheden en/of Febelfin op onze motie?
- Hoe denkt het College de kwestie van de bankkloof onder de aandacht te blijven brengen?
- Wordt de gemeente geïnformeerd wanneer een distributeur gesloten is? Of, in dit geval, de Stib? Geeft de laatste de informatie door?
- Welke speelruimte heeft de gemeente om het behoud van een distributeur te eisen?

Wij danken u voor uw steun.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

- **Antwoord van mevrouw Élise Willame, Schepen**

Goedenavond raadsleden,  
Dank u voor uw vraag.

Ik zou dit antwoord willen beginnen met een ander stuk slecht nieuws dat de wijk PINOY aangaat, namelijk de aangekondigde sluiting van een nieuwe geldautomaat op het plein zelf.

Ik hoorde dit nieuws van een van de winkeliers op het plein, dus ik werd niet ingelicht door de bank of de eigenaar van het raam waar de geldautomaat staat. De gemeente werd evenmin op de hoogte gebracht van de sluiting van de twee geldautomaten in de stations Demey en Hermann Debroux.

Deze situatie is uiteraard catastrofaal voor deze handelswijk, net als voor de andere. Het brengt hen in een zeer kwetsbare situatie, na de COVID en nu de energiecrisis die hen hard treft.

Tijdens de vorige legislatuur kreeg mevrouw de Vos, toenmalig Schepen van lokale economie, ook te maken met de sluiting van een geldautomaat in de wijk Henrard. Destijds werden verschillende officiële brieven gestuurd door mevrouw de Vos en de heer Gosuin. Helaas zonder succes.

Na dit nieuws heb ik onmiddellijk het initiatief genomen om contact op te nemen met het bankfiliaal dat de ruimte bezet. Deze legde mij de strategie uit die door alle bankorganisaties wordt gevolgd, namelijk de geleidelijke sluiting van alle geldautomaten, die uiteindelijk zullen worden vervangen door "neutrale" geldautomaten die door het BATOPIN-consortium worden voorgesteld. De speelruimte om de opening van een geldautomaat te handhaven is dus vrij beperkt.

Ten tijde van de stemming over de motie waarnaar u verwijst, heb ik contact opgenomen met dit consortium om na te gaan wat de invoeringsstrategie voor onze gemeente was. Helaas heb ik nooit een antwoord gekregen.

Met het oog op deze nieuwe sluiting heb ik opnieuw contact opgenomen met BATOPIN en ik kan u nu al vertellen dat de burgemeester en ik hen op 3 oktober zullen ontmoeten. Ons verzoek is natuurlijk om een homogene dekking van deze automaten in de verschillende winkelwijken te handhaven.

Dank u voor uw aandacht.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 24 oktober 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos